Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 13 janvier 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°807 ■

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les menaces contre la Fed propulsent l'or et l'argent au sommet

P 16

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Les orientations du Président Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé avec insistance la priorité accordée au secteur agricole, en mettant l'accent sur la nécessité d'étendre la surface agricole cultivée à trois millions d'hectares. Cette orientation stratégique a été clairement exprimée lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche dernier, au cours de laquelle plusieurs dossiers structurants liés à la sécurité alimentaire et à la modernisation de l'agriculture nationale ont été examinés. P 3

19ÈME ÉDITION DU SALON "ALGERIA JOB SUMMIT" DU 17 AU 19 JANVIER 2026

Plus de 40 exposants attendus à Sétif

La wilaya de Sétif se prépare à accueillir la 19ème édition du Salon National de l'Emploi, de la Formation et de l'Entrepreneuriat (Algeria Job Summit) du 17 au 19 janvier 2026, au Palais des Expositions de Maâbouda. P 2

HYDROGÈNE VERT ET AMMONIAC VERT

Les atouts de l'Algérie à l'export

Dans la course mondiale aux énergies propres, l'Algérie dispose de leviers stratégiques qui la placent en position crédible sur le marché émergent de l'hydrogène vert et de l'ammoniac vert (green ammonia). Longtemps focalisée sur les seuls coûts de production, la compétition internationale s'est progressivement déplacée vers un autre terrain décisif : celui de la logistique et des capacités d'exportation. Un récent rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net » met en évidence ce basculement, soulignant que, dans cette nouvelle équation, ports et corridors de transport deviennent des facteurs déterminants de compétitivité. À ce jeu-là, l'Algérie dispose d'atouts structurels encore sous-exploités, mais bien réels. P 5

SAIDAL

Signature d'un mémorandum d'entente avec un groupe suisse en biotechnologie

Le groupe pharmaceutique public Saidal a signé un mémorandum d'entente avec le groupe suisse "Bioexpress Therapeutics", visant à établir un cadre de coopération dans les domaines de la biotechnologie, de la formation et du développement des compétences, a indiqué hier un communiqué du groupe. P 2

RENOUVÈLEMENT DU PARC NATIONAL DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

Tirsam lance l'importation de 1000 nouveaux bus P 2

PROJETS DE NUMÉRISATION

Des avancées remarquables réalisées P 3

TOURISME

Oran classée 7e destination mondiale par New York Times P 4

SAIDAL

Signature d'un mémorandum d'entente avec un groupe suisse en biotechnologie

Le groupe pharmaceutique public Saidal a signé un mémorandum d'entente avec le groupe suisse "Bioexpress Therapeutics", visant à établir un cadre de coopération dans les domaines de la biotechnologie, de la formation et du développement des compétences, a indiqué hier un communiqué du groupe.
Le mémorandum a été signé dimanche à Alger par la présidente-directrice générale du groupe Saidal, Mme Nabila Benygzer, le président-directeur général de Bioexpress Therapeutics, M. Gerrit Hagens, ainsi que le président de son conseil d'administration, M. Luc Alain Savoy, précise la même source.
Cet accord s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération internationale dans les secteurs pharmaceutique et biotechnologique, avec pour objectif principal le développement des compétences nationales et la promotion d'un transfert technologique progressif.
Selon le communiqué, cette collaboration vise à créer les conditions nécessaires à la production locale de produits biotechnologiques, contribuant ainsi au renforcement des capacités nationales et à la consolidation de la souveraineté sanitaire.
A travers ce partenariat, le groupe Saidal réaffirme son engagement en faveur de l'innovation, du développement du savoir-faire national et de l'intégration des technologies de pointe, tout en consolidant ses relations avec des partenaires internationaux de référence, conclut le communiqué.

19e ÉDITION DU SALON "ALGERIA JOB SUMMIT" DU 17 AU 19 JANVIER 2026

Plus de 40 exposants attendus à Sétif

La wilaya de Sétif se prépare à accueillir la 19ème édition du Salon National de l'Emploi, de la Formation et de l'Entrepreneuriat (Algeria Job Summit) du 17 au 19 janvier 2026, au Palais des Expositions de Maâbouda.

Par Selma R

Placé sous le thème : « Les compétences de l'Est au service de l'industrie nationale », cet événement est organisé par la société 3C pour la culture et la communication, en partenariat avec l'ANVREDET et sous le patronage du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que du Ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-ups et des PME. Selon les organisateurs, cette édition mettra l'accent sur les emplois de demain : innovation, industrie et compétences régionales, en ligne avec les défis de la quatrième révolution industrielle.
Plus de 40 exposants locaux et internationaux, des organismes de formation, des start-ups, des incubateurs d'entreprises, des universités et des clubs scientifiques participeront à l'événement. Le Salon vise plusieurs secteurs, notamment l'emploi, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, les start-ups et incubateurs, les entreprises industrielles et technologiques, les étudiants en recherche d'emploi, ainsi que les porteurs de projets.
Cette 19ème édition élargit son champ d'action à l'Est du pays, renforçant ainsi la décentralisation des activités et rapprochant les dynamiques nationales des écosystèmes régionaux. Elle active, ajoutent les organisateurs, l'intelligence collective des régions, avec la participation des professionnels de Constantine, Bejaia, Batna, Jijel, Skikda, Bordj Bou Arreridj, Oum El Bouaghi et d'autres wilayas, tout en mettant l'accent sur le renforcement des compétences locales et la promotion de l'entrepreneuriat régional dans les secteurs d'avenir, l'industrie électronique, les technologies appliquées et les compétences personnelles. Cette édition anticipe les évolutions du marché du travail et œuvre pour une meilleure adéquation entre la formation et le secteur des affaires, à travers des événements innovants tels que la Journée du Défi et des ateliers de recrutement.
Le salon se veut une plateforme pour renforcer les capacités et un moyen de soutenir la reprise économique en développant les compétences. Cette 19ème édition « Algeria Job Summit » permettra également d'augmenter la visibilité des participants à ce salon auprès d'un public ciblé (jeunes talents et porteurs de projets), tout en nouant des relations précieuses avec les acteurs du domaine de la formation, de l'entrepreneuriat et de l'emploi, selon une vision soutenue par le gouvernement algérien à travers des mécanismes incitatifs et des programmes de soutien innovants. Par ailleurs, le programme du Salon comprend de nombreuses conférences, séminaires et discussions sur l'avenir de l'emploi, de l'entrepreneuriat et du travail indépendant, ainsi que sur les tendances de l'éducation continue pour les années 2025/2026. Il inclut également un concours visant à récompenser les meilleurs entrepreneurs indépendants et leurs plans d'affaires innovants. La «Journée du Déf » sera dédiée à la présentation des meilleurs plans d'affaires proposés par les jeunes chercheurs et étudiants algériens, dans le but de transformer des idées innovantes en start-ups prometteuses, sous l'organisation de l'Agence Nationale de Valorisation des Résultats de la Recherche et du Développement Technologique (ANVREDET).

Les projets technologiques participants se distingueront par leur fort potentiel, selon des critères stricts incluant la créativité, la faisabilité, l'impact, l'évolutivité et l'adéquation stratégique. Les participants sélectionnés bénéficieront d'une formation intensive dispensée par des experts en entrepreneuriat et en innovation, tandis que le meilleur projet recevra un prix incitatif et un soutien technique personnalisé pour l'aider à atteindre ses objectifs. À travers ce défi, les jeunes talents réaffirment leur rôle dans la construction d'une infrastructure nationale innovante et précieuse, mettant en lumière l'importance de développer leurs compétences et de contribuer à stimuler la croissance économique et sociale de l'Algérie.

RENOUVÈLEMENT DU PARC NATIONAL DE TRANSPORT DE VOYAGEURS

Tirsam lance l'importation de 1000 nouveaux bus

Par R.E

La société Tirsam, en application des instructions du président de la République visant à renouveler et moderniser le parc national de transport de voyageurs, a entamé une vaste opération d'expédition de 1 000 nouveaux bus, actuellement en route vers l'Algérie.
Selon un communiqué de l'entreprise, ces bus sont dotés d'un équipement complet répondant aux normes les plus élevées de qualité, de sécurité et de confort. Ils intègrent également des technologies modernes adaptées aux exigences du transport public contemporain, dans l'objectif d'améliorer la qualité des services offerts aux citoyens. Ce projet illustre, d'après Tirsam, la capacité organisationnelle de l'entreprise et sa maîtrise de l'exécution des programmes nationaux dans les délais impartis, tout en respectant ses engagements envers l'État.
« Cette opération s'inscrit par ailleurs dans la contribution effective de la société à l'amélioration du transport de voyageurs à travers les différentes wilayas du pays, en soutien aux efforts des pouvoirs publics pour le développement et la modernisation du transport public», ajoute la même source.

IN-GUEZZAM

Lancement d'une opération de maintenance des réseaux électriques

Une opération de maintenance technique complète des réseaux de distribution d'électricité est lancée lundi dans les communes d'In-Guezzam et Tin-Zaouatine, a-t-on appris auprès de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Elle est opérée par des équipes techniques spécialisées dans le but d'améliorer la qualité de service et d'assurer la continuité de l'approvisionnement en électricité, a-t-on précisé.
L'opération entre dans le cadre du programme de maintenance périodique des réseaux et équipements électriques et vise à renforcer la fiabilité du réseau et à réduire les pannes, et ce, afin d'assurer la continuité du service et d'en améliorer la qualité, dans les deux communes précitées, a indiqué à l'APS le chargé de communication à la direction locale de Sonelgaz, Mohamed Benabdallah. Les équipes d'intervention locales ont été renforcées par d'autres de soutien, venues d'autres wilayas, afin de procéder à un diagnostic précis de l'état des installations et des équipements électriques, a-t-il ajouté.
Les travaux de maintenance comprendront notamment l'examen des connexions pour les situations d'urgence, les parafoudres, le contrôle des lignes de moyenne tension et les pylônes, ainsi que l'identification des sections nécessitant la programmation d'arrêts techniques, le contrôle des dispositifs de coupure et de connexion à basse tension et la mesure de la mise à la terre dans les postes transformateurs.
Les équipes d'intervention recourent aussi aux appareils de détection thermique pour repérer les points potentiellement en surchauffe, tout en effectuant un contrôle complet des cellules de haute tension, afin de garantir la sécurité des équipements et la continuité du service.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Les orientations du Président Tebboune

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé avec insistance la priorité accordée au secteur agricole, en mettant l'accent sur la nécessité d'étendre la surface agricole cultivée à trois millions d'hectares. Cette orientation stratégique a été clairement exprimée lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche dernier, au cours de laquelle plusieurs dossiers structurants liés à la sécurité alimentaire et à la modernisation de l'agriculture nationale ont été examinés.

Par Réda Hadi

Après avoir suivi un exposé détaillé sur la campagne labours-semailles 2025-2026, le chef de l'État a fixé comme objectif sectoriel prioritaire l'augmentation substantielle des superficies cultivées. Cette mesure s'inscrit dans une vision globale visant à renforcer la production nationale, réduire la dépendance aux importations et consolider la souveraineté alimentaire du pays, dans un contexte international marqué par l'instabilité des marchés agricoles.

Pour atteindre l'objectif des trois millions d'hectares cultivés, plusieurs mesures concrètes sont prévues, notamment l'accélération de la régularisation du foncier agricole, la mise à disposition de nouvelles terres exploitables, le renforcement des systèmes d'irrigation, l'importation ciblée de matériel agricole moderne, l'amélioration de l'accès aux semences de qualité, ainsi que l'accompagnement technique et financier des agriculteurs à travers des dispositifs incitatifs et des coopératives spécialisées. Ces actions combinées constituent le socle opérationnel de la stratégie nationale visant à élargir durablement les surfaces agricoles et à renforcer la production nationale.

Sur un autre registre, le président de la République a souligné le caractère urgent de l'importation de matériel agricole destiné à la récolte, en particulier pour les cultures stratégiques telles que les céréales, le maïs et le tournesol. L'amélioration des capacités de récolte est perçue comme un levier essentiel pour limiter les pertes, optimiser les rendements et accompagner l'extension des surfaces mises en valeur.

Par ailleurs, après avoir pris connaissance de la feuille de route du secteur de l'agriculture pour l'année 2026, le président Tebboune a donné des instructions claires au Gouvernement afin de mobiliser l'ensemble des moyens nécessaires à l'augmentation des capacités de production céréalière. Cette orientation traduit la volonté des pouvoirs publics de moderniser un secteur jugé stratégique, auquel le chef de l'État attache une importance particulière, tant pour son impact économique que social.

Le président de la République a également insisté sur la poursuite de l'organisation du secteur agricole, en maintenant en tête des priorités l'augmentation du rendement par hectare. Cette approche privilégie l'amélioration de la productivité en parallèle de l'extension des surfaces, afin d'assurer une croissance durable et rationnelle de la production agricole.

Dans cette optique, il a ordonné l'adoption systématique de méthodes scientifiques à toutes les étapes du processus de culture, dans le cadre d'une stratégie intégrée reposant sur l'expertise d'ingénieurs agronomes et de spécialistes du domaine. La qualité des semences, l'adaptation aux spécificités régionales, ainsi que la prise en compte des caractéristiques des sols figurent parmi les éléments clés devant guider cette démarche. Le président a également enjoint les pouvoirs publics à réviser la loi d'orientation agricole, notamment en ce qui concerne les mécanismes d'organisation et de régulation de la production, afin de les adapter aux nouveaux objectifs fixés.

Le chef de l'État a, en outre, mis en exergue la nécessité de réduire les importations sans provoquer de tensions ni de pénuries sur le marché national. Pour ce faire, il a encouragé la création de coopératives agricoles spécialisées, appelées à jouer un rôle central dans la structuration des filières, la mutualisation des moyens et l'amélioration de la compétitivité, tout en bénéficiant des mesures incitatives que l'État continue de mettre en place.

Le dossier de la production animale n'a pas été en reste. Le président de la République a demandé au ministre de l'Agriculture de proposer des solutions appropriées et urgentes pour relancer la production de viandes rouges et blanches, de manière à satisfaire les besoins du marché national. Cette relance doit se faire en concertation étroite avec les producteurs et les éleveurs, afin de lever les contraintes rencontrées sur le terrain et de stabiliser l'offre.

Enfin, réaffirmant le principe selon lequel « la terre appartient à celui qui la cultive », le président Tebboune a renouvelé l'engagement de l'État à poursuivre la régularisation du foncier agricole au profit des exploitants actifs. Cette démarche vise à sécuriser l'investissement agricole, encourager la mise en valeur des terres et atteindre des niveaux de production plus élevés.

UNIVERSITÉ DE BOUMERDES

Signature de 7 accords avec des institutions de recherche internationales en 2025

L'Université M'hamed-Bougara de Boumerdes a signé, au cours de l'année 2025, sept (7) accords de coopération et de partenariat avec des universités, des écoles supérieures et des organismes de recherche scientifiques internationaux, a-t-on appris auprès du rectorat de l'université.

Ces accords ont été signés entre l'Université de Boumerdes et des institutions académiques, ainsi que des laboratoires de recherche de Mauritanie, du Mozambique, de Turquie, de Bulgarie, de Russie et de Tunisie, a indiqué à l'APS, le recteur de l'université, Noureddine Abdelbaki.

La même période a également vu la signature de quatre (4) accords de coopération similaires au niveau national avec des universités et des instituts algériens, dans le cadre de projets liés à la recherche et à la formation scientifique, a-t-il ajouté.

"Ces nouveaux partenariats s'ajoutent aux près de 90 conventions signées, ces deux (2) dernières années, avec des universités nationales et aux plus de 50 accords conclus avec des établissements internationaux", a souligné M. Abdelbaki, ajoutant que ces accords s'inscrivent dans la "stratégie d'ouverture de l'université sur son environnement économique et social, tant au niveau national qu'international, afin de renforcer son rayonnement et sa visibilité".

Ces accords portent notamment sur la réalisation de projets de recherche, d'études et de formation, ainsi que sur le développement des échanges en matière d'expertise, en particulier dans les domaines des technologies, des sciences exactes, de la chimie, de la biologie moléculaire et des systèmes écologiques.

PROJETS DE NUMÉRISATION

Des avancées remarquables réalisées

Par Adem A.

L'Algérie franchit une étape charnière dans sa transformation numérique, marquant une avancée significative dans la modernisation de la gestion publique. Lors du Conseil des ministres tenu ce dimanche, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué le niveau très avancé atteint dans la digitalisation des données à travers l'ensemble des secteurs. Cette évolution repose notamment sur le lancement effectif de l'interconnexion des bases de données et sur leur exploitation analytique, un levier stratégique destiné à renforcer la gouvernance publique et à accroître l'efficacité de l'action de l'État.

À l'examen du rapport d'étape consacré à l'état d'avancement du processus, le chef de l'État a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés, soulignant que cette dynamique permettra d'identifier avec précision les dysfonctionnements existants et d'y apporter des solutions adaptées dans des délais maîtrisés. Pour le président Tebboune, la numérisation constitue désormais un instrument de souveraineté et de clarté, affirmant à ce propos qu'elle est « le seul moyen à même de garantir la transparence et de lutter efficacement contre la bureaucratie ». Il a insisté sur le fait que cet outil doit servir en priorité à la rationalisation des dépenses publiques et à l'amélioration concrète des services offerts aux citoyens, favorisant ainsi une prise de décision rapide, fondée sur des indicateurs réels et fiables.

Dans cette perspective, le président de la République a instruit les membres du Gouvernement de passer à une phase opérationnelle rigoureuse en formant, sans délai, des équipes techniques spécialisées au sein de chaque département ministériel. Le chef de l'État a d'ailleurs martelé l'importance de la fiabilité de l'information, déclarant que « la précision des données est le socle de toute politique de développement réussie ». Ces équipes auront pour mission essentielle d'assurer la mise à jour quotidienne des flux d'informations intégrés dans la base de données nationale, condition indispensable pour garantir une lecture fiable et une analyse prospective pertinente par les services de l'État.

Cette dynamique s'inscrit dans un cadre stratégique plus large. En mai 2025, l'Algérie a dévoilé sa Stratégie nationale de transformation numérique à l'horizon 2030, pilotée par le Haut-Commissariat à la numérisation. Cette feuille de route vise la digitalisation systématique de l'administration, la sécurisation des échanges de données et la consolidation de l'infrastructure numérique nationale. L'un des engagements majeurs du président Tebboune a été de généraliser la numérisation de l'ensemble des services publics avant la fin de 2025. À plusieurs reprises, il a affirmé que l'État était « à pied d'œuvre » pour atteindre cet objectif, soulignant la nécessité d'une numérisation exhaustive fondée sur des données fiables, indispensables au renforcement de la transparence et à la maîtrise des dépenses publiques.

Dans la même dynamique, il a averti que « des mesures radicales seraient prises si la numérisation n'était pas finalisée d'ici fin 2025 », témoignant de l'importance stratégique accordée à ce chantier.

L'année 2025 a, par ailleurs, marqué un tournant opérationnel majeur avec le déploiement de projets structurants destinés à moderniser l'interaction entre l'État, les citoyens et les entreprises. Au cœur de cette stratégie, le lancement de la plateforme « Dzair Services » a instauré un portail unique pour l'e-administration, centralisant l'accès aux démarches en ligne et améliorant sensiblement leur efficacité et leur rapidité. Parallèlement, des avancées notables ont été enregistrées dans la gestion interne de l'État, notamment à travers la digitalisation des ressources humaines publiques, qui a permis la dématérialisation de millions de documents administratifs. Cette dynamique s'est également étendue au contrôle du patrimoine public avec la mise en service d'une plateforme dédiée au suivi des biens récupérés, un outil technologique clé pour garantir une transparence accrue dans la gestion des actifs de l'État.

Afin d'accompagner et de pérenniser cette transformation, l'Algérie déploie une stratégie ambitieuse axée sur la modernisation de ses infrastructures et l'intégration des technologies de pointe. Cet engagement se traduit par la construction de centres de données nationaux souverains, appuyés par une infrastructure d'interconnexion sécurisée destinée à assurer un hébergement et un traitement optimisés des données publiques. En parallèle, l'extension de la connectivité numérique franchit un palier décisif avec l'introduction programmée de la technologie 5G, un levier majeur appelé à stimuler l'innovation, à dynamiser l'économie numérique et à fluidifier les services en ligne à l'échelle nationale. Cette ambition technologique s'accompagne enfin d'un investissement soutenu dans l'intelligence artificielle et les systèmes avancés, concrétisé par la création d'écoles spécialisées et de structures de recherche dédiées, visant à former une nouvelle génération d'experts capables de mettre ces outils d'avenir au service du développement national.

DGI

Prorogation des délais de souscription pour certaines déclarations fiscales

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, dimanche dans un communiqué, la prorogation des délais de souscription de certaines déclarations fiscales, initialement fixés au 20 janvier courant.
Il s'agit des déclarations G n 50 (mensuelle et trimestrielle), G n 50 ter et G n 12 bis, concernant l'ensemble des contribuables soumis aux régimes du réel, du réel simplifié et de l'impôt forfaitaire unique (IFU), relevant des centres des impôts (CDI), des centres de proximité des impôts (CPI) et des inspections des impôts. Ainsi, le délai de souscription de la déclaration G n 50, qu'elle soit mensuelle et trimestrielle, est prorogé jusqu'au 1 février prochain alors que ceux des déclarations "G n 12 bis" et "G n 50 ter" sont prolongés jusqu'au 1 mars prochain, précise le même source.
"Cette mesure est prise à l'effet de permettre aux contribuables concernés d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions", souligne la DGI dans son communiqué.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Organisation d'une cérémonie à Alger à l'occasion du Nouvel An amazigh

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a présidé, dimanche soir à Alger, une cérémonie organisée au profit des personnes âgées et des enfants pensionnaires des établissements relevant du secteur de la Solidarité nationale, et ce, à l'occasion de la célébration du Nouvel An amazigh "Yennayer 2976".
A cette occasion, Mme Mouloudji a partagé les festivités du Nouvel An amazigh avec les personnes âgées et les enfants présents, dans une ambiance familiale conviviale et chaleureuse, en présence de représentants d'organismes nationaux et de parlementaires, ainsi que de représentants des autorités locales et d'acteurs de la société civile.
La cérémonie a été marquée par une atmosphère festive reflétant la richesse du patrimoine culturel amazigh, outre la distribution de cadeaux aux personnes âgées et aux enfants présents, leur procurant une grande joie et satisfaction.

TOURISME

Oran classée 7e destination mondiale par New York Times

La ville d'Oran figure en septième position dans le prestigieux classement annuel de New York Times des 52 meilleures destinations touristiques mondiales pour 2026 pour son patrimoine historique, sa vitalité culturelle et son attractivité touristique.
"Alors que l'Algérie s'affirme comme destination touristique, Oran, ville portuaire méditerranéenne, connaît un renouveau culturel qui mêle son riche passé à une énergie nouvelle et audacieuse", écrit le quotidien américain dans sa sélection des 52 meilleures destinations mondiales pour 2026 (52 places to go in 2026). Le journal met en avant les atouts de cette ville "perchée sur des collines aux panoramas méditerranéens exceptionnels, riche en palais et forteresses, parmi lesquels le Théâtre régional d'Oran, joyau architectural centenaire récemment restauré, qui propose une programmation de spectacles contemporains". Le journal américain invite les voyageurs à flâner "le long du front de mer, où la transformation de ses balcons Art déco compte des cafés, galeries et organise des concerts en plein air". Oran, "berceau du raï, genre musical folklorique algérien", renaît comme haut lieu de la créativité et de la vie nocturne.
"En été, la ville célèbre le Festival national du raï, un rassemblement d'une semaine de musiciens et de DJ qui confirme son statut de capitale du rythme en Afrique du Nord", ajoute le New York Times.
Ce classement place Oran devant de nombreuses capitales européennes, incarnant une Algérie "historique et tournée vers l'avenir". Ce succès reflète la dynamique touristique du pays, marquée par une hausse notable des visiteurs ces dernières années.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

Remise, jeudi prochain, du Prix national de l'artisanat et des métiers 2025

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat organisera, jeudi prochain, une cérémonie de remise du Prix national de l'artisanat et des métiers 2025 qui vise à mettre en relief les composantes civilisationnelles et l'identité culturelle authentique de l'Algérie, indique, dimanche, un communiqué du ministère. La 22e édition de cet évènement annuel, organisée sous la supervision de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, vient "consacrer la culture de l'excellence et de l'innovation et réaffirmer l'engagement du secteur en faveur de la protection, de la valorisation et du développement du patrimoine artisanal national, ainsi que l'encouragement des compétences nationales activant dans le domaine de l'artisanat et le renforcement de leur compétitivité à travers le développement des connaissances, la stimulation de l'innovation et la promotion de la qualité du produit artisanal". Ce prix s'inscrit dans le cadre de "la stratégie nationale de développement du secteur de l'artisanat et des métiers, visant à renforcer sa compétitivité aux niveaux national et international, à contribuer à la diversification de l'économie locale, à promouvoir le tourisme domestique et à mettre en exergue les composantes civilisationnelles et l'identité culturelle authentique de l'Algérie". Cette édition a, en outre, connu "la participation de 620 artisans de différentes wilayas du pays, ayant présenté 674 produits artisanaux, dont 303 artisans avec 353 produits ont été retenus pour la phase de sélection régionale", ajoute la même source. La commission nationale du prix, "composée des représentants des secteurs partenaires, ainsi que des experts qualifiés et des maîtres artisans connus pour leur expertise et professionnalisme, a entamé ses travaux afin de superviser les différentes étapes de sélection, à même d'assurer une approche participative et une évaluation objective qui reflète l'esprit d'excellence et consacre les normes de qualité et de professionnalisme, à travers l'organisation de rencontres régionales de sélection". Cette opération a permis de "sélectionner 7 produits distingués du Prix national de l'artisanat et des métiers de l'année 2025, représentant différentes spécialités artisanales".

AIR ALGÉRIE

Les vols de et vers Guangzhou (Chine) depuis Alger transférés au terminal 3

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé dimanche dans un communiqué, que les opérations d'arrivée et de départ de ses vols en provenance et à destination de l'aéroport international de Guangzhou (CAN), en Chine, depuis l'aéroport international Houari-Boumediene à Alger, s'effectueront désormais via le terminal 3 (T3) au lieu du terminal 1 (T1), et ce, à compter du 23 janvier courant. Selon la compagnie, le premier vol concerné par ce changement est le vol AH3180, programmé le 23 janvier 2026. La compagnie a invité ses clients à prendre en considération cette modification et à se présenter à l'aéroport international d'Alger dans les délais requis afin d'éviter tout désagrément. Pour toute information complémentaire, la compagnie met à la disposition de sa clientèle son centre d'appels, joignable au numéro 3302.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	330,00	NC	0,00	2,44	-20,92	5,82	10,61	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	NC	0,00	0,60	-0,14	9,07	5,52	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,50	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,01	1,55	10,97	5,43	9006	20 713 800,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-8,35	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,43	3,97	5,00	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Janvier 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	76	85	66	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	114	134	95	الطماطم	
	Oignon sec	69	76	61	البصل الجاف	
	Ail sec	769	840	697	الثوم الجاف	
	Carotte	98	111	86	الجزر	
	Navet	112	124	99	اللفت	
	Choux fleur	85	97	73	قرنبيط	
	Choux	92	104	79	الكرنب	
	Courgette	172	186	157	الكوسة	
	Haricot vert	403	437	369	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	151	166	137	الخس	
Fruits frais	Clémentine	187	226	147	كليمونتين	فواكه طازجة
	Mandarine	166	199	133	المندرين	
	Orange	153	191	115	البرتقال	
	Citron	144	167	122	الليمون	
	Pomme locale	384	469	299	التفاح المحلي	
	Datte	498	635	362	التمر	
	Banane	491	516	466	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1900	2057	1743	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	335	347	322	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

HYDROGÈNE VERT ET AMMONIAC VERT

Les atouts de l'Algérie à l'export

Dans la course mondiale aux énergies propres, l'Algérie dispose de leviers stratégiques qui la placent en position crédible sur le marché émergent de l'hydrogène vert et de l'ammoniac vert (green ammonia). Longtemps focalisée sur les seuls coûts de production, la compétition internationale s'est progressivement déplacée vers un autre terrain décisif : celui de la logistique et des capacités d'exportation. Un récent rapport de la plateforme spécialisée « Attaqa.net » met en évidence ce basculement, soulignant que, dans cette nouvelle équation, ports et corridors de transport deviennent des facteurs déterminants de compétitivité. À ce jeu-là, l'Algérie dispose d'atouts structurels encore sous-exploités, mais bien réels.

Par M. A.

La proximité géographique avec l'Europe constitue l'un des principaux avantages comparatifs du pays. À l'heure où les marchés européens cherchent à sécuriser leurs approvisionnements en carburants bas carbone, la façade maritime algérienne sur la Méditerranée offre des temps de traversée réduits et des coûts logistiques potentiellement inférieurs à ceux de concurrents plus éloignés. Cette position naturelle de « porte sud » de l'Europe confère à l'Algérie une carte stratégique, d'autant plus qu'elle s'appuie sur une longue expérience dans l'exportation énergétique et sur des infrastructures portuaires déjà opérationnelles. Contrairement à certains pays de la région ayant opté pour la construction de ports entièrement dédiés à l'hydrogène ou à l'ammoniac vert, l'Algérie s'oriente vers un modèle fondé sur l'adaptation progressive de ses ports existants. Cette approche permet, selon le rapport, de contenir les coûts initiaux tout en conservant une marge d'évolution vers des fonctions énergétiques spécialisées. À condition d'investissements ciblés dans le stockage, la transformation et le chargement, ces infrastructures peuvent devenir des plateformes d'exportation compétitives, capables de relier efficacement la production nationale aux marchés de destination.

Sur le plan industriel, le pays bénéficie également d'une configuration favorable. Les vastes régions du Sud, dotées d'un potentiel solaire parmi les plus élevés au monde, constituent un socle solide pour le développement de la production d'hydrogène vert. La relative proximité entre ces futures zones de production et les corridors logistiques menant vers le Nord ouvre la voie à un modèle intégré, associant production d'électricité renouvelable, électrolyse, transformation en ammoniac vert et exportation maritime.

Cette intégration verticale figure précisément parmi les facteurs identifiés par le rapport comme déterminants dans la réduction des coûts globaux à l'export.

S'agissant plus spécifiquement de l'ammoniac vert, l'Algérie adopte une stratégie complémentaire, misant à la fois sur ses capacités portuaires et sur les projets de transport transfrontaliers. Le rapport rappelle l'inscription du pays, aux côtés de la Tunisie, dans le projet du corridor sud de l'hydrogène, un pipeline de 3 300 kilomètres destiné à relier l'Afrique du Nord à l'Europe.

Avec une capacité estimée à 4 millions de tonnes par an, cette infrastructure représente une alternative logistique majeure, susceptible de sécuriser l'accès au marché européen tout en réduisant, à court et moyen termes, la pression sur les ports pour l'exportation d'ammoniac vert. Cet atout confère à l'Algérie un avantage stratégique dans la phase initiale du développement du marché, en lui permettant de phaser ses investissements portuaires et de concentrer ses efforts sur la structuration de l'offre industrielle. Toutefois, le rapport souligne que cette solution ne saurait se substituer durablement à la modernisation des ports, notamment si l'ammoniac vert s'impose comme un vecteur dominant du commerce mondial de l'hydrogène. La toxicité du produit et ses exigences techniques imposent, à terme, des infrastructures spécialisées, des normes de sécurité renforcées et une traçabilité rigoureuse.

Comparée à des pays comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite, qui ont engagé des investissements massifs dans des terminaux dédiés, l'Algérie avance à un rythme plus mesuré.

Cette prudence s'explique par la volonté de capitaliser sur les infrastructures existantes et par une approche progressive du marché. Mais le rapport met en garde : dans un contexte où les écarts de coûts d'exportation entre ports peuvent devenir déterminants, le facteur temps pourrait peser lourd dans la conquête des parts de marché. À l'horizon 2026-2027, identifiée comme une période charnière, l'Algérie se trouve ainsi à un tournant. Ses ressources solaires et éoliennes abondantes, sa proximité avec l'Europe, son expérience énergétique et son intégration dans des corridors transcontinentaux constituent une base solide. La transformation de ces atouts en capacités opérationnelles, notamment à travers la montée en gamme des infrastructures portuaires, sera décisive pour permettre au pays de s'imposer non seulement comme producteur, mais aussi comme exportateur fiable d'hydrogène vert et d'ammoniac vert.

AUTORISATION D'IMPORTATION DE NAVIRES DE MOINS DE 15 ANS

Une étape stratégique pour renforcer la flotte nationale

Par R E.

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture (DGPA) a affirmé, dimanche dans un communiqué, que la mesure autorisant l'importation de navires d'occasion de moins de 15 ans, destinés à la grande pêche et à la pêche en haute mer, prévue par la loi de finances 2026, constitue une étape stratégique visant à renforcer la flotte nationale et à encourager les professionnels à se lancer dans ce type de pêche.

Cette mesure "représentera une valeur ajoutée stratégique pour le secteur de la pêche en Algérie, notamment dans le cadre de l'orientation nationale vers le développement de la grande pêche, l'extension de l'activité en haute mer et l'exploration de nouvelles zones de pêche", a précisé la DGPA.

Elle vise à "renforcer la flotte nationale avec des navires dotés de capacités techniques et nautiques élevées, capables de naviguer sur de longues distances et durant de longues périodes", ainsi que de "faire face aux conditions météorologiques difficiles qui caractérisent la pêche en haute mer".

Il s'agit également de "la réduction des coûts d'investissement pour les opérateurs, comparativement à l'acquisition de navires neufs, ce qui contribuera à encourager les professionnels à se lancer dans cette activité stratégique et à accélérer la modernisation de la flotte nationale sans leur imposer de lourdes charges financières".

La Direction générale de la pêche et de l'aquaculture a souligné que cette orientation "s'inscrit dans une vision plus large pour accroître la production halieutique et renforcer la place de l'Algérie dans l'activité de la pêche en haute mer, l'un des secteurs prometteurs à forte valeur ajoutée", selon la même source. L'article 150 de la loi de finances pour 2026 autorise "le dédouanement pour la mise à la consommation à l'état usagé des navires de grande pêche et en haute mer de moins de 15 ans", conclut la même source.

DOMAINE NATIONAL

Généralisation du système d'information "AMLAK"

Par R E.

La Direction générale du Domaine national (DGDN), a annoncé dimanche dans un communiqué, la généralisation du système d'information "AMLAK" à l'ensemble des directions du cadastre, de la conservation foncière et des Domaines de l'Etat, en prévision de la délivrance du livret foncier électronique.

"AMLAK" est un système d'information national unifié intégrant le cadastre général, la conservation foncière et les Domaines de l'Etat, et repose sur une base de données centrale nationale regroupant les données numériques relatives à ces fonctions, à même de garantir l'intégration, la précision et la fluidité dans l'échange d'informations, a précisé la DGDN.

Ce système d'information se distingue par des performances exceptionnelles, conformes aux normes les plus élevées de gouvernance, en offrant notamment une fonctionnalité de traçabilité des opérations afin d'assurer leur conformité aux textes réglementaires et aux instructions techniques encadrant l'exercice des fonctions.

Le système "AMLAK" fournit également des visions claires et précises aux décideurs à différents niveaux de la hiérarchie administrative à travers des indicateurs de performance (KPI), précis, exhaustifs et en temps réel, ce qui renforce l'efficacité du contrôle et de la gestion des ressources.

Concernant l'amélioration du service public, le système "AMLAK" garantit une réponse immédiate aux demandes déposées au niveau des guichets du cadastre et de la conservation foncière, et permet une réduction notable des délais de publicité foncière et de délivrance des livrets fonciers, contribuant ainsi à l'amélioration du service rendu au citoyen et à l'accélération du traitement des transactions foncières.

Dans le même contexte, la DGDN a indiqué que le système "Amlak" constituait l'outil opérationnel central pour la délivrance du livret foncier électronique et la mise à jour de son contenu, soulignant qu'il est prévu, une fois les procédures techniques et organisationnelles nécessaires à son lancement officiel achevées, de procéder au remplacement progressif du livret foncier papier par le livret foncier électronique, "dans une démarche qualitative traduisant une transformation profonde de la gestion de la propriété foncière et la fourniture de services plus rapides, plus sûrs et plus fiables".

Le système "Amlak" est le fruit d'efforts "intensifs" déployés par les cadres et employés de la DGDN, notamment les cadres en informatique, sous la supervision d'un comité de pilotage pluridisciplinaire regroupant une élite de compétences du secteur. Il a été conçu et développé dans un délai record n'excédant pas une année, reflétant ainsi le niveau de "maturité numérique" et l'efficacité institutionnelle du secteur, selon la même source.

Cette étape "qualitative", qui illustre le rythme accéléré de la transformation numérique engagée par la DGDN, vient parachever les opérations de modernisation et de développement ayant concerné les normes et solutions techniques propres aux opérations de mise à jour, dont "une partie a été lancée lors de la production cadastrale depuis le 21 août 2025".

A travers cette réalisation, la DGDN a réaffirmé "son engagement ferme à poursuivre le processus de transformation numérique et à consacrer une administration publique moderne, efficace et transparente, faisant de la technologie un levier essentiel au service du citoyen et au soutien du développement national", conclut le communiqué.

SKIKDA

Réception prochaine du projet de réhabilitation d'un puits artésien à la commune d'Ain Zouit

Le projet de réhabilitation d'un puits artésien, situé à la localité d'Oued Bibi dans la commune d'Ain Zouit (Ouest de Skikda) sera reçu "durant la semaine en cours", à-on informé dimanche auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale.
Dans une déclaration à l'APS, Sami Mohamed Tichetiche a précisé que ce projet a porté sur la réhabilitation des canalisations de raccordement au château d'eau principal à ce puits artésien devenus vétustes sur une distance de 5 km et l'acquisition d'une nouvelle pompe d'une capacité de 10 litres/seconde pour améliorer l'approvisionnement en eau potable.
Le projet qui nécessite une enveloppe financière de 35 millions DA contribuera à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de près de 2.000 habitants du chef-lieu de la commune d'Ain Zouit et ses mechtas voisines, a précisé la même source.
L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts de valorisation des ressources souterraines d'eau et d'amélioration du service public d'alimentation en eau potable, a affirmé Mohamed Tichetiche qui a indiqué que ce puits artésien, situé à Oued Bibi assure l'approvisionnement en cette ressource vitale de 60 % des habitants de la commune d'Ain Zouit.

CONSTANTINE

Programme de mise à niveau de 2 unités de voisinage à Ali Mendjeli

Les unités de voisinage UV 6 et 16 de la circonscription administrative Ali Mendjeli (wilaya de Constantine) ont constitué d'une opération de mise à niveau, inscrite dans le cadre du programme 2026, à-on avisé dimanche auprès des services de la wilaya.
Le projet vise à améliorer durablement le cadre de vie des citoyens et à renforcer l'attractivité urbaine de ce pôle en pleine expansion, a indiqué la même source, précisant que les travaux porteront sur plusieurs volets essentiels liés à l'aménagement urbain, notamment la réhabilitation des espaces publics, l'amélioration des différents réseaux et la modernisation de l'éclairage public.
Il s'agit également, dans le cadre de cette opération, du lancement d'un vaste programme de reboisement, notamment sur les axes principaux et à l'intérieur des cités, a ajouté la même source.
L'objectif est d'offrir aux citoyens des quartiers mieux organisés, plus fonctionnels et répondant aux normes en matière d'urbanisme et de services, a-t-on souligné.
Les travaux de réalisation de cette opération ont été confiés à l'Etablissement d'aménagement des villes d'Ain Nahas et Ali Mendjeli pour un délai contractuel de 10 mois.
Cette nouvelle opération s'inscrit dans la continuité des efforts engagés par les pouvoirs publics pour la modernisation de la circonscription administrative Ali Mendjeli, selon les services de la wilaya, qui ont rappelé que dix (10) autres unités de voisinage de la même circonscription administrative ont déjà été aménagées dans le cadre de programmes précédents.

SIDI BEL-ABBÈS

Bilan positif dans l'aquaculture et net de la production halieutique

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes a enregistré, au cours de l'année 2025, un bilan positif reflétant la dynamique que connaît cette activité stratégique dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité alimentaire nationale, ainsi qu'à de la richesse et des emplois, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, M. Mustapha Ilyes.

La même source a précisé que la Direction du secteur dans la wilaya poursuit ses efforts pour exploiter les potentialités locales en vue de développer l'aquaculture en eau douce, notamment à travers l'élargissement de l'activité de pisciculture intégrée à l'agriculture, qui a enregistré l'adhésion de 80 agriculteurs et l'exploitation de 140 bassins d'irrigation agricole.
Il a souligné que l'écloserie régionale de poissons d'eau douce de Tabia constitue un pilier essentiel pour soutenir cette orientation. Le cycle de production des alevins a démarré en mai 2025 et la production d'alevins de tilapia rouge a atteint environ 40.000 unités jusqu'à la fin de l'année, augmentant que les efforts se poursuivent afin d'atteindre une capacité de production dépassant 480.000 unités à l'horizon 2026.
Le secteur a également retenu plusieurs opérations d'investissement public, dont la réhabilitation de l'écloserie, l'acquisition d'équipements spécialisés, ainsi que la réalisation d'un fourrage, ce qui a renforcé les capacités de production et offert des conditions favorables au développement de l'activité, a ajouté le même responsable.
Dans le même contexte, des avancées ont été sauvegardées dans des projets de fermes aquacoles en eau douce, parallèlement à un projet d'une unité privée de production d'aliments pour poissons dans la commune de Sidi Lahcen, dont l'entrée en service est prévue au courant de cette année.
Sur le plan de la commercialisation, le marché de gros de poissons de la wilaya a enregistré, en 2025, la commercialisation de plus de mille tonnes de différents produits halieutiques, y compris ceux issus de l'aquaculture, dans un cadre organisationnel rigoureux et avec un accompagnement de contrôle périodique ayant contribué à garantir la qualité des produits.
Dans le domaine de la formation, plusieurs sessions ont été organisées au profit des agriculteurs, des porteurs de projets et des détenus des établissements pénitentiaires. Ces formations ont été portées sur les techniques d'élevage du tilapia et la pisciculture intégrée, dans le cadre d'une approche visant à élargir la base des praticiens qualifiés.
Selon la même source, les services du secteur travaillent à la concrétisation de perspectives ambitieuses en 2026, parmi lesquelles l'augmentation de la production à environ 48 tonnes de poissons d'eau douce, la réalisation d'unités de transformation et de conservation, la création de nouveaux points de vente, ainsi que des programmes spécifiques de valorisation des ressources halieutiques dans les barrages et plans d'eau.
Ce bilan reflète, conclut le responsable du secteur, la place croissante qu'occupe désormais la wilaya de Sidi Bel-Abbès en tant que pôle prometteur dans le domaine de l'aquaculture et un levier efficace du développement local durable.

SAÏDA

Raccordement de plus de 780 exploitations agricoles au réseau électrique en 2025

Plus de 780 exploitations agricoles, réparties à travers les différentes communes de la wilaya de Saïda, ont constitué du raccordement au réseau d'énergie électrique, au cours de l'année écoulée, à-on informé, dimanche, auprès de la direction des Services Agricoles (DSA).
Cette opération, qui concerne 785 exploitations agricoles, a été réalisée sur la réalisation d'un réseau de distribution dans le cadre d'une convention conclue avec la Direction de la distribution de l'électricité et du gaz, d'une longueur de plus de 600 km.
Une enveloppe financière de plus de 3 milliards de dinars a été consacrée à la concrétisation de cette opération, supervisée par la Direction de la distribution de l'électricité et du gaz, selon la même source.
Par ailleurs, les travaux de raccordement de deux autres exploitations agricoles au réseau électrique se poursuivent, sur une distance évitant les 20 km, à-on indiqué. D'autre part, une opération de raccordement de 600 autres exploitations agricoles de la wilaya au réseau d'énergie électrique a été inscrite, dont la mise en œuvre est prévue au début de l'année en cours, selon la même source.
Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du programme de l'État relatif à l'accompagnement du secteur agricole et à la fourniture de l'énergie électrique au profit des exploitations agricoles, dans le but d'encourager les agriculteurs à accroître la production, à élargir les superficies irriguées, à créer de nouveaux emplois et à assurer la sécurité alimentaire, a-t-on ajouté auprès de la DSA.

TOUGGOURT

Concrétisation de divers projets énergétiques

Plusieurs projets énergétiques ont été concrétisés dans la wilaya de Touggourt, ces dernières années, notamment en matière de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, dans le cadre des efforts d'appui au développement local et d'amélioration du service public, à-on informé dimanche des services de la wilaya. Ces opérations ont donné lieu à la réalisation au lieu de raccordement de 82 lotissements sociaux, pour un total de 15.223 lots de terrain, à travers les différentes communes de la wilaya, aux réseaux publics d'électricité et de gaz, en plus de la programme de raccordement de 2.898 foyers, dans les zones enclavées de Taïbet et El-Hedjira, aux mêmes réseaux, a-t-on précisé. S'agissant de l'accompagnement de l'activité agricole, il a été procédé au raccordement au réseau d'électrification de 474 exploitations, réparties sur 169 périmètres agricoles, et ce, pour un coût de plus de 1,5 milliard DA, a ajouté la source en révélant la programmation d'une autre opération pour les grands périmètres agricoles dédiés au développement des cultures stratégiques.
Pour ce qui est de l'orientation stratégique de l'Etat vers la concrétisation de l'efficacité énergétique et la valorisation des énergies renouvelables, il est fait état de la réalisation en cours d'un programme de 33 milliards DA pour la réalisation d'une centrale solaire de 250 mégawatts dans la daïra de Témacine et d'une autre de 150 mégawatts dans la commune de Touggourt.
En termes de couverture énergétique, la wilaya affiche un taux de 97% de raccordement au réseau électrique et de 84% à celui du gaz naturel, selon la même source.

La Nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique

Pour s'assurer que l'Amérique reste le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pour les décennies à venir, notre pays a besoin d'une stratégie cohérente et ciblée sur la manière dont nous interagissons avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir exactement ce que nous essayons de faire et pourquoi.

8e partie et fin

Une grande majorité d'Européens souhaite la paix, mais ce désir ne trouve pas son expression politique, en grande partie à cause de la subversion des processus démocratiques par ces gouvernements. Cette situation revêt une importance stratégique pour les États-Unis, précisément parce que les États européens ne peuvent se réformer s'ils sont enlisés dans des crises politiques.

Pourtant, l'Europe reste stratégiquement et culturellement vitale pour les États-Unis. Le commerce transatlantique reste l'un des piliers de l'économie mondiale et de la prospérité américaine. Les secteurs européens, qu'il s'agisse de l'industrie manufacturière, de la technologie ou de l'énergie, restent parmi les plus solides au monde. On trouve en Europe une recherche scientifique de pointe et des institutions culturelles de premier plan. Non seulement nous ne pouvons pas nous permettre de faire une croix sur l'Europe, mais cela irait à l'encontre des objectifs de la stratégie que nous défendons ici.

La diplomatie américaine doit continuer de défendre la démocratie authentique, la liberté d'expression et un hommage inconditionnel au caractère et à l'histoire propres de chaque nation européenne. L'Amérique encourage ses alliés politiques en Europe à promouvoir ce souffle nouveau, et l'influence croissante des partis patriotiques européens est à ce propos source de grand optimisme.

Notre objectif devrait être d'aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle. Nous aurons besoin d'une Europe forte pour nous aider à être compétitifs et pour travailler de concert avec nous afin d'empêcher tout adversaire de dominer l'Europe. L'Amérique est, à juste titre, sentimentalement attachée au continent européen, et, bien sûr, à la Grande-Bretagne et à l'Irlande. Le caractère de ces pays est également important d'un point de vue stratégique, car nous comptons sur des alliés créatifs, compétents, confiants et démocratiques pour créer les conditions de la stabilité et de la sécurité. Nous voulons travailler avec des pays alignés qui veulent restaurer leur grandeur d'antan.

À long terme, il est plus que plausible que, dans quelques décennies au plus tard, certains membres de l'OTAN seront majoritairement non-européens. À ce titre, rien ne permet de savoir s'ils envisageront leur place dans le monde ou leur alliance avec les États-Unis de la même manière que ceux qui ont signé la charte de l'OTAN.

Nos grandes orientations politiques pour l'Europe devraient donner la priorité aux mesures suivantes :

Rétablir les conditions pour la stabilité au sein de l'Europe et une stabilité stratégique avec la Russie ;

Permettre à l'Europe de voler de ses propres ailes et de fonctionner comme un groupe de nations souveraines alignées, notamment en assumant la responsabilité première de sa propre défense, sans être dominée par une quelconque puissance adverse ;

Cultiver, au sein des nations européennes, la résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe ;

Ouvrir les marchés européens aux biens et services américains et garantir un traitement équitable des travailleurs et des entreprises américains ;

Renforcer les nations saines d'Europe centrale, orientale et méridionale grâce à des liens commerciaux, des ventes d'armes, une collaboration politique et des échanges culturels et éducatifs ;

Mettre fin au mythe, et empêcher l'émergence d'une réalité, qui voudrait que l'OTAN soit une alliance en expansion perpétuelle ;

Encourager l'Europe à prendre des mesures pour lutter contre la surcapacité mercantile, le vol technologique, le cyberespionnage et autres pratiques économiques hostiles.

D. Le Moyen-Orient : Transférer les charges, construire la paix

Depuis au moins un demi-siècle, la politique étrangère américaine donne la priorité au Moyen-Orient par rapport à toutes les autres régions. Les raisons en sont évidentes : pendant des décennies, le Moyen-Orient a été le principal fournisseur d'énergie au monde, il a été le théâtre privilégié de la concurrence entre les superpuissances et a été en proie à des conflits qui menaçaient de s'étendre au reste du monde et même jusqu'à nos propres rivages..

Aujourd'hui, au moins deux de ces dynamiques ont disparu. Les approvisionnements en énergie se sont considérablement diversifiés, les États-Unis étant à nouveau un exportateur net d'énergie. La rivalité entre superpuissances a cédé la place à une lutte d'influence entre grandes puissances, au sein de laquelle les États-Unis conservent une position des plus enviables, renforcée par la relance réussie par le président Trump de nos alliances dans le Golfe, avec d'autres partenaires arabes et avec Israël.

Les conflits restent la dynamique la plus préoccupante du Moyen-Orient, mais le problème est aujourd'hui moins grave que les gros titres pourraient le laisser croire. L'Iran, principale force déstabilisatrice de la région, a été considérablement affaibli par les actions israéliennes menées depuis le 7 octobre 2023 et par l'opération Midnight Hammer lancée par le président Trump en juin 2025, laquelle a permis de dégrader de manière significative le programme nucléaire iranien. Le conflit israélo-palestinien reste épineux, mais grâce au cessez-le-feu et à la libération des otages négociés par le président Trump, des progrès ont été accomplis vers une paix plus permanente. Les principaux soutiens du Hamas ont été affaiblis ou se sont retirés. La Syrie reste un problème potentiel, mais avec le soutien des Américains, des Arabes, des Israéliens et des Turcs, elle pourrait se stabiliser et reprendre la place qui lui revient en tant qu'acteur à part entière et positif dans la région.

À mesure que cette administration abroge ou assouplit les politiques énergétiques restrictives et que la production d'énergie américaine augmente, la raison historique pour laquelle l'Amérique se concentre sur le Moyen-Orient va s'estomper. La région deviendra, à la place, et de plus en plus, une source et une destination pour des investissements internationaux, et ce dans des secteurs allant bien au-delà du pétrole et du gaz, notamment l'énergie nucléaire, l'intelligence artificielle et les technologies de défense. Nous pouvons également travailler avec nos partenaires du Moyen-Orient pour promouvoir d'autres intérêts économiques, qu'il s'agisse de sécuriser les chaînes d'approvisionnement ou de renforcer les possibilités de développer des marchés ouverts et accueillants dans d'autres parties du monde, comme l'Afrique.

Nos partenaires du Moyen-Orient démontrent leur engagement dans la lutte contre le radicalisme, une tendance que la politique américaine devrait continuer à encourager. Mais cela veut dire mettre un terme à l'expérience américaine malavisée consistant à vouloir intimider ces nations, en particulier les monarchies du Golfe, pour qu'elles renoncent à leurs traditions et leurs formes historiques de gouvernement. Nous devrions encourager et applaudir les réformes lorsqu'elles émergent de manière organique, sans essayer de les imposer de l'extérieur. La clé de relations fructueuses avec le Moyen-Orient consiste à accepter la région, ses dirigeants et ses nations tels qu'ils sont, tout en travaillant ensemble dans les domaines d'intérêt commun.

L'Amérique aura toujours un intérêt fondamental à veiller à ce que les approvisionnements énergétiques du Golfe ne tombent pas entre les mains d'un ennemi déclaré, à ce que le détroit d'Ormuz reste ouvert, que la mer Rouge reste navigable, que la région ne soit pas un incubateur ou un exportateur de terreur contre les intérêts américains ou la nation américaine, et qu'Israël reste en sécurité. Nous pouvons et devons faire face à cette menace sur le plan idéologique et militaire, sans passer par des décennies de guerres stériles d' « édification de nations ».

Nous avons également tout intérêt à étendre les accords d'Abraham à d'autres nations de la région et à d'autres pays du monde musulman.

Mais l'époque où le Moyen-Orient dominait la politique étrangère américaine, tant dans la planification à long terme que dans l'exécution quotidienne, est heureusement révolue, non parce que le Moyen-Orient n'a plus d'importance, mais parce qu'il n'est plus le poil à gratter constant et la source potentielle de catastrophe imminente qu'il était autrefois. Il émerge aujourd'hui plutôt comme un lieu de partenariat, d'amitié et d'investissement, une tendance qu'il convient de saluer et d'encourager. En effet, grâce à l'habileté du président Trump qui a réussi à unir le monde arabe à Charm el-Cheikh dans un élan de paix et de normalisation, les États-Unis pourront enfin donner la priorité aux intérêts américains.

Afrique

Pendant trop longtemps, la politique américaine en Afrique s'est concentrée sur l'apport, puis la diffusion, d'une idéologie libérale. Les États-Unis devraient plutôt chercher à s'associer avec certains pays pour apaiser les conflits, favoriser des relations commerciales mutuellement avantageuses et passer d'un modèle basé sur l'aide internationale à un modèle d'investissement et de croissance permettant d'exploiter les ressources naturelles abondantes et le potentiel économique inexploité de l'Afrique.

Nous pourrions notamment négocier des accords pour régler les conflits actuels (par exemple entre la RDC et le Rwanda, ou au Soudan) et prévenir l'émergence de nouveaux conflits (par exemple entre l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie), ainsi que prendre des mesures pour modifier notre approche en matière d'aide et d'investissement (par exemple, la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique, Africa Growth and Opportunity Act).

Nous devons rester vigilants face à la résurgence des activités terroristes islamistes dans certaines régions d'Afrique, tout en évitant toute présence ou tout engagement américain à long terme.

Les États-Unis devraient faire évoluer leurs relations avec l'Afrique, jusqu'ici essentiellement axées sur l'aide, vers des relations axées sur le commerce et l'investissement, en privilégiant les partenariats avec des États compétents et fiables, déterminés à ouvrir leurs marchés aux biens et services américains.

Le secteur de l'énergie et l'exploitation des minéraux essentiels constituent des domaines d'investissement immédiats pour les États-Unis, avec de bonnes perspectives de retour sur investissement. Le développement des technologies soutenues par les États-Unis dans les domaines de l'énergie nucléaire, du gaz de pétrole liquéfié et du gaz naturel liquéfié peut générer des profits pour les entreprises américaines et nous aider dans la course aux minéraux rares et autres ressources.

(Source : White House, 01-11-2025

TUNISIE

L'État assure la continuité de l'approvisionnement en carburants et en GPL

Le secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique, Wael Chouchane, a affirmé que toutes les parties concernées sont pleinement mobilisées et que des efforts conjoints sont déployés afin d'assurer l'approvisionnement en carburants et en gaz de pétrole liquéfié (GPL) durant la saison hivernale.
M. Chouchane a également souligné, lors d'une réunion tenue hier vendredi au siège du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie avec les membres de la chambre syndicale des sociétés de distribution des produits pétroliers relevant de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), la préparation des différentes parties à faire face à la vague de froid actuelle, de manière à garantir la stabilité du marché.
Dans ce cadre, le secrétaire d'État a appelé à renforcer davantage le travail concerté et la coordination afin de satisfaire l'ensemble des besoins locaux en produits pétroliers.
La réunion, à laquelle ont pris part notamment le président-directeur général de la Société nationale de distribution des pétroles « Agil », Khaled Bettine, ainsi que le président-directeur général de la Société tunisienne des industries de raffinage, Afif Mabrouki, a porté sur plusieurs axes, dont le programme de travail des entreprises actives dans le secteur et intervenant dans le système de production et d'approvisionnement en carburants.
Selon un communiqué du ministère, Wael Chouchane a mis en avant le rôle central joué par ces entreprises dans le développement du secteur, soulignant l'importance accordée à la modernisation du système d'approvisionnement en carburants, à la promotion de la mobilité électrique et à la mise en place des infrastructures nécessaires au développement du secteur.

GRÂCE À SES PREMIÈRES OBLIGATIONS EN DOLLARS CETTE ANNÉE

L'Arabie Saoudite recueille 11,5 milliards de dollars

L'Arabie Saoudite a recueilli 11,5 milliards de dollars par le biais de l'émission d'obligations libellées en dollars, dans le cadre de sa recherche pour tirer parti des marchés mondiaux afin de financer des projets d'envergure visant à réduire sa dépendance économique au pétrole.

L'émission, composée de quatre tranches lancées lundi, avec des maturités allant de trois ans à 30 ans, a vu des demandes dépassant 29 milliards de dollars à son apogée, selon une source proche du dossier. Cette personne a ajouté que le montant des demandes a par la suite diminué pour atteindre légèrement moins de 28 milliards de dollars.
Cette forte demande permet au royaume de proposer une prime inférieure aux obligations du Trésor américain par rapport aux prévisions initiales, et il est prévu que la tranche la plus longue de l'opération, un obligation de 3,5 milliards de dollars arrivant à échéance en 2056, propose une prime de 1,1 point de pourcentage au-dessus des rendements du Trésor, selon cette source, soit environ 30 points de base de moins que les niveaux de prix initiaux discutés au début de l'émission.
Plus tôt ce mois-ci, le ministère des Finances a approuvé des plans d'emprunt prévoyant des émissions allant de 14 à 17 milliards de dollars sur les marchés obligataires internationaux cette année. Au maximum, cela serait inférieur aux niveaux de 2025, tandis que le minimum représenterait le plus petit montant d'émission depuis 2022.

Prévisions de l'Arabie Saoudite pour la vente d'obligations de 25 milliards de dollars

Cependant, l'Arabie Saoudite pourrait dépasser ses objectifs de financement. Le groupe "Goldman Sachs" a prévu que l'Arabie Saoudite émette des obligations internationales de référence de 25 milliards de dollars cette année, avec un déficit budgétaire atteint de 6% du PIB, ce qui est supérieur à l'objectif gouvernemental de 3,3%.
Le ministère saoudien des Finances a obtenu un prêt de 13 milliards de dollars à la fin de l'année dernière. Les revenus de ce prêt seront utilisés pour des projets d'infrastructure et il a une durée de sept ans. Ce prêt a été largement commercialisé auprès des banques chinoises, selon des sources bien informées.
Cette opération de prêt est la dernière d'une série de transactions qui ont conduit l'Arabie Saoudite à se tourner vers le marché asiatique pour fournir de la liquidité dans le but de diversifier ses sources de financement. Les banques asiatiques sont désireuses de prêter en raison du manque de transactions locales. Le volume des prêts en Asie, à l'exception du Japon, en dollars, euros et yens a atteint son niveau le plus bas en cinq ans d'ici 2025, selon des données collectées par "Bloomberg".

Une forte demande pour les obligations à long terme

L'émission de lundi comprend également des obligations arrivant à échéance dans cinq et dix ans. Selon cette source, la demande la plus forte s'est concentrée sur la tranche à long terme, avec des demandes dépassant 8,1 milliards de dollars pour les obligations de trente ans.
Les obligations à dix ans ont également attiré des demandes supérieures à 7,9 milliards de dollars, les obligations à cinq ans plus de 6,5 milliards de dollars, tandis que la demande pour les obligations à trois ans a dépassé 5,2 milliards de dollars.

BANQUE DU LIBAN

Entre gestion des actifs et incertitudes sur les garanties apportées aux épargnants

Un rôle central dans le mécanisme de remboursement des dépôts Le projet de loi sur la stabilisation financière et la restitution des dépôts place la Banque du Liban au cœur du dispositif de résolution de la crise bancaire. Chargée de garantir la compensation partielle des dépôts supérieurs à 100 000 dollars à travers l'émission d'instruments financiers appelés Asset-Backed Securities (ABS), la Banque centrale se voit confier une mission cruciale mais hautement risquée. Elle devra également contribuer au remboursement en espèces dans une limite fixée à 60 % des montants versés aux déposants par les banques. La loi prévoit que les dépôts entre 100 000 et 1 million de dollars seront remboursés par une première tranche de 100 000 dollars en espèces sur une période de quatre ans, le solde étant transformé en ABS sur dix ans. Les dépôts entre 1 million et 5 millions seront également partiellement remboursés en espèces, avec un solde converti en ABS à quinze ans.
Pour les dépôts supérieurs à 5 millions de dollars, les ABS émis auront une maturité de vingt ans. Cette structure repose entièrement sur la capacité de la Banque du Liban à générer des revenus suffisants pour couvrir ces engagements à long terme. Des actifs financiers sous pression Au 15 décembre 2025, les réserves de change liquides détenues par la Banque du Liban s'élevaient à 12 milliards de dollars. Ce chiffre marque une légère progression par rapport au mois précédent, mais reste insuffisant pour assurer une couverture durable du programme de remboursement. En parallèle, la valeur de ses réserves d'or a atteint un niveau record de 40 milliards de dollars. Cette progression est en partie liée à l'appréciation continue du métal précieux sur les marchés internationaux, mais ces réserves restent intouchables sans décision politique explicite.
La Banque détient également un portefeuille de titres souverains libanais dont la valeur marchande est estimée à 1,24 milliard de dollars, bien en dessous de leur valeur nominale de 5 milliards. Ce portefeuille, intégré dans sa nouvelle ligne comptable « portefeuille de titres », n'offre pas une marge de manœuvre suffisante pour garantir une couverture solide aux ABS. La qualité de ces actifs, la faible liquidité du marché obligataire libanais et l'absence de notation positive constituent autant de handicaps pour la viabilité des titres émis. Par ailleurs, le poste des prêts au secteur financier local s'élevait à 39 630 milliards de livres libanaises à la mi-décembre, contre 39 846 milliards à la fin novembre, illustrant une légère contraction de cette activité. Ces créances ne sont pas nécessairement recouvrables à court terme, ce qui réduit d'autant plus la capacité de mobilisation de liquidités.

AGRICULTURE D'HIVER EN ADRAR (MAURITANIE)

Une production diversifiée pour un approvisionnement local renforcé

L'agriculture dans la wilaya de l'Adrar est un moteur économique essentiel au développement local. Elle contribue à l'approvisionnement des marchés, stimule les échanges commerciaux, crée des emplois et soutient les efforts du gouvernement pour atteindre l'autosuffisance et renforcer la sécurité alimentaire.
L'agriculture d'hiver dans la région joue un rôle fondamental dans l'approvisionnement des marchés locaux en légumes frais durant la saison froide. Elle garantit un approvisionnement continu et diversifié en produits alimentaires, tout en soutenant l'activité commerciale et en créant des emplois dans les zones agricoles, ce qui en fait un facteur stratégique pour la sécurité alimentaire locale.
Le délégué régional du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire en Adrar, M. Lemhaba Ould Bilal, a déclaré à l'Agence mauritanienne d'information (AMI) que la wilaya compte environ 1,8 million de palmiers dattiers.
Il a indiqué que la superficie cultivée cette saison comprend 1 400 hectares de cultures pluviales, 230 hectares de légumes, 70 hectares de blé et 6,5 hectares de cultures fourragères.
Il a ajouté que deux barrages ont été construits dans la région de Ouadane. La construction du premier, à Tellaba, est achevée, tandis que celle du second est en phase finale.
Le même responsable a expliqué que le secteur oasien constitue l'épine dorsale de l'activité agricole de la wilaya, Adrar se classant première au niveau national en termes de nombre d'oasis, de palmiers et de production.
La production maraîchère arrive en deuxième position, notamment pendant la saison hivernale, contribuant à l'approvisionnement des marchés locaux et nationaux, en particulier pour les carottes et les navets, la production étant concentrée dans les zones de Tawaz, Maaden El Irvane et Ouad Segueli.
Il a indiqué que la région contribue également à l'approvisionnement du marché en céréales traditionnelles, notamment dans les zones de Legrayer et de certains barrages, tout en soulignant que la rareté des précipitations constitue le principal défi pour ce secteur.
Il a confirmé le succès de l'expérimentation de la culture du blé et du fourrage, ainsi que des essais modernes de culture de la luzerne et de culture sous palmeraie. Il a indiqué que la superficie cultivée la saison dernière a atteint 2 100 hectares, dont 225 hectares de légumes, 90 hectares de blé et 6 hectares de fourrage.

POUR LA FACILITÉ DE FAIRE DES AFFAIRES

Le Togo en tête en Afrique de l'Ouest

Le Togo conserve son rang de premier pays d'Afrique de l'Ouest où il est le plus facile de faire des affaires, selon le rapport B-Ready 2025, un signal positif pour les investisseurs régionaux et internationaux.

Le Togo reste en tête en Afrique de l'Ouest en matière de climat des affaires. Selon l'édition 2025 du rapport Business Ready (B-Ready), publié fin décembre par la Banque mondiale, le pays conserve son statut de meilleur élève régional, avec un score global de 61,5 points. Une performance qui lui vaut également la troisième place en Afrique subsaharienne, derrière le Rwanda et l'île Maurice.
Dans le classement ouest-africain, le Togo devance le Bénin (60,2 points) et le Ghana (56,8 points). Le Sénégal et la Côte d'Ivoire complètent le groupe de tête, dans une région dont la moyenne s'établit à 52,8 points. Pour le Togo, ce résultat confirme une dynamique déjà observée lors de la première édition du B-Ready en 2024, où le pays avait déjà occupé la première place régionale.

Un nouvel outil pour mesurer la réalité du terrain

Le rapport Business Ready a été conçu pour remplacer l'ancien Doing Business, suspendu en 2021 après des révélations d'irrégularités méthodologiques. Cette nouvelle approche se veut plus proche de l'expérience réelle des entreprises.
L'édition 2025 s'appuie sur une vaste enquête menée auprès de 58 000 entreprises et de 5 000 experts dans 101 économies. Elle analyse dix dimensions clés du cycle de vie d'une entreprise, de la création à l'insolvabilité, autour de trois piliers principaux : le cadre réglementaire, la qualité des services publics et l'efficacité opérationnelle.

Des résultats solides mais encore inégaux

Dans le détail, le Togo obtient 66,3 points sur le pilier du cadre réglementaire, un score proche de la moyenne mondiale. La qualité des services publics se situe à un niveau intermédiaire, tandis que l'efficacité opérationnelle atteint 57,4 points.
Par secteur, le pays se distingue nettement sur l'indicateur lié à l'entrée des entreprises sur le marché, avec un score élevé de 85,8 points, reflet des réformes engagées ces dernières années pour simplifier la création d'entreprise. Les performances sont également jugées satisfaisantes dans les domaines de l'emploi, des services financiers et de l'insolvabilité.
En revanche, le rapport pointe des faiblesses persistantes dans le commerce international et la concurrence, deux leviers considérés comme essentiels pour renforcer l'intégration régionale et attirer davantage d'investissements privés.

ÉTHIOPIE

Le pays engage la construction d'un aéroport appelé à devenir le plus grand d'Afrique

Avec le lancement du chantier de l'aéroport international de Bishoftu, l'Éthiopie parie sur une infrastructure de très grande capacité pour accompagner les plans de croissance de sa compagnie nationale et consolider sa place dans le paysage aérien du continent.
L'annonce est à la mesure des ambitions affichées. L'Éthiopie a officiellement lancé la construction d'un nouvel aéroport qui devrait devenir, selon les autorités, le plus grand d'Afrique à son achèvement prévu à l'horizon 2030. Le lancement des travaux est intervenu samedi à Bishoftu, localité située à une quarantaine de kilomètres au sud-est d'Addis-Abeba.
Le projet prévoit la construction d'un aéroport doté de quatre pistes, conçu pour accueillir jusqu'à 270 appareils. La première phase permettra d'accueillir 60 millions de passagers par an, avant une montée en capacité progressive jusqu'à 110 millions de passagers annuels, soit un saut d'échelle par rapport à l'aéroport international de Bole, aujourd'hui principal point d'entrée aérien du pays. Les autorités éthiopiennes estiment que ce dernier atteindra ses limites opérationnelles dans les deux à trois prochaines années, sous l'effet d'une croissance continue du trafic régional et international.
« Le projet doit renforcer la compétitivité mondiale d'Ethiopian Airlines, améliorer la connectivité du continent dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine, élargir les corridors commerciaux et touristiques, et positionner l'Éthiopie comme un hub intercontinental de premier plan », a indiqué sur sa page X le Premier ministre Abiy Ahmed Ali.

ZAMBIE

Le gouvernement renonce à une prolongation de 12 mois du programme d'aide du FMI

L'abandon de la demande de prolongation qui devait permettre de débloquer un financement supplémentaire d'environ 145 millions de dollars, intervient alors que le pays se prépare à organiser des élections générales, dans un contexte marqué par une inflation à deux chiffres et une grave pénurie d'électricité.
Le gouvernement zambien a fait marche arrière sur la demande de prolongation de douze mois de son programme de prêt auprès du Fonds monétaire international (FMI), qui doit expirer fin janvier 2026, a annoncé l'institution financière multilatérale le mercredi 7 janvier.
« Alors que les autorités avaient initialement demandé une prolongation d'un an de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), elles ont informé l'équipe du FMI qu'elles ne poursuivraient pas cette option », a déclaré un porte-parole du FMI, indiquant que la dernière revue de cet accord devrait être examinée par le conseil d'administration du FMI à la fin du mois en cours.
Aucune raison n'a été avancée pour justifier cette décision qui intervient alors que le gouvernement du président Hakainde Hichilema se prépare aux élections générales (présidentielle, législatives et municipales) en août, dans un contexte marqué par une inflation à deux chiffres et une grave pénurie d'électricité.
La Zambie qui est en train d'achever un processus de restructuration de sa dette, espérait obtenir environ 145 millions de dollars de financements supplémentaires grâce à une prolongation de douze mois du programme d'aide du FMI. Le pays d'Afrique australe a profité de la flambée des prix du cuivre, qui ont atteint un niveau record ces dernières années. Le gouvernement prévoit une amélioration de la situation budgétaire en 2026, estimant que le déficit budgétaire se réduira de plus de moitié et que la croissance économique dépassera les 6 %.
Le FMI avait approuvé, en août 2022, une facilité élargie de crédit (FEC) de 1,3 milliard de dollars en faveur de la Zambie. Le montant total a été porté à 1,7 milliard de dollars en juin 2024. Jusqu'à présent, environ 1,55 milliard de dollars ont été déboursés.
Le programme vise à soutenir le huitième plan national de développement en mettant l'accent sur plusieurs priorités, notamment la consolidation de la stabilité macroéconomique, la restauration de la viabilité de la dette et des finances publiques, le renforcement de la gouvernance, ainsi que la promotion d'une croissance inclusive pour améliorer les moyens de subsistance de la population.
La Zambie qui a fait défaut sur sa dette extérieure en 2020, avait demandé, en février 2021, la restructuration de sa dette extérieure d'environ 13 milliards de dollars, dans le cadre de l'initiative proposée par le groupe des vingt économies les plus développées de la planète (G20) aux pays les plus pauvres.

SÉNÉGAL

A Linguère, l'électrification rurale fait progresser l'accès universel

L'atteinte de l'accès universel à l'électricité figure parmi les objectifs poursuivis par les autorités sénégalaises à moyen terme. En 2025, plusieurs initiatives publiques ont été engagées dans ce cadre.
Neuf localités rurales du département de Linguère, dans le nord du Sénégal, ont été raccordées au réseau électrique national. La mise en service des installations, officialisée le vendredi 9 janvier 2026, s'est déroulée à Diéry Birane, en présence des autorités administratives locales et du directeur général de l'Agence sénégalaise d'électrification rurale (ASER).
Les travaux ont été réalisés dans le cadre d'un programme d'électrification rurale et exécutés avec l'appui de l'opérateur technique privé AEE Power chargé des opérations de raccordement des localités concernées au réseau électrique national, selon les informations communiquées lors de la cérémonie officielle.
Ce projet s'inscrit dans les efforts engagés par l'État sénégalais pour étendre progressivement l'accès à l'électricité et tendre vers l'objectif d'accès universel fixé par les autorités. Selon des données officielles publiées pour 2025, le taux national d'accès à l'électricité atteignait environ 84 % de la population, tandis que plus de 30 % des communautés rurales restaient encore sans connexion au réseau électrique.
Dans ce contexte, le pays compte plus de 22 000 villages, dont environ 9 000 disposaient d'un accès à l'électricité lors des dernières évaluations disponibles, d'après les données rendues publiques par l'Agence sénégalaise d'électrification rurale.
Selon les projections des autorités relayées par Agence Ecofin en février 2025, le Sénégal s'est engagé à fournir l'électricité à environ 6,6 millions de personnes supplémentaires d'ici 2030. Selon les autorités, cette mise en service devrait améliorer les conditions de vie des populations, soutenir les activités économiques locales et renforcer l'accès aux services sociaux de base.
En décembre 2025, des organisations de la société civile ont appelé l'État à un recours plus large aux solutions décentralisées, présentées par ces acteurs comme mieux adaptées aux zones rurales isolées.

POINT-MARCHÉS

L'Europe en baisse avec les craintes sur l'indépendance de la Fed

Les principales Bourses européennes sont en légère baisse lundi sur fond de prudence au regard de la ruée sur les actifs refuge comme l'or alors que les tensions entre Donald Trump et Jerome Powell, le président de la Fed, s'intensifient.

À Paris, le CAC 40 perd 0,42% à 8.324,73 points vers 08h25 GMT. À Londres, le FTSE 100 abandonne 0,24% et à Francfort, le Dax cède 0,02%.
L'indice EuroStoxx 50 reflue de 0,32% et le FTSEurofirst 300 de 0,22%. Le Stoxx 600 recule de 0,24%, plombé en premier par le secteur de la finance, tandis que les ressources de base offrent un peu soutien.
Les contrats à terme à Wall Street préfiguraient une baisse de 0,49% pour le Dow Jones, de 0,58% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,88% pour le Nasdaq après une séance dans le vert vendredi marquée par un rapport sur l'emploi qui n'a pas remis en cause les anticipations sur la trajectoire des taux.
La séance est prudente lundi en Europe alors que les investisseurs analysent la menace de l'administration de Donald Trump d'une poursuite au pénal de Jerome Powell concernant les rénovations du siège de la Réserve fédérale américaine. Cette initiative est qualifiée par le président de la Fed de "prétexte" pour accroître l'influence de la Maison blanche sur la banque centrale afin qu'elle abaisse davantage ses taux directeurs.
Les inquiétudes sur l'indépendance de la Fed pèsent sur le dollar, tombé à un creux de trois semaines face aux principales devises, tandis que l'or actif refuge, a touché un record à 4.600,33 dollars l'once.
Le marché attend par ailleurs pour la deuxième semaine complète de la nouvelle année des données sur l'inflation américaine, des chiffres sur le commerce en Chine et une série de résultats d'entreprises aux Etats-Unis, à commencer par JPMorgan Chase mardi.
Sur le plan géopolitique, Donald Trump affirme que Téhéran veut négocier, tandis que Washington n'exclut pas des options militaires face à la répression en Iran. Ces tensions soutiennent les cours pétroliers, le Brent et le WTI ayant pris plus de 3% la semaine dernière, leur plus forte hausse hebdomadaire depuis octobre.
Aux valeurs, Abivax grimpe de 25,66%, un média ayant rapporté que le géant pharmaceutique américain Eli Lilly est toujours intéressé par un rachat du groupe français de biotechnologie.
Crédit Agricole SA recule de 1,10% après des informations selon lesquelles la Banque centrale européenne (BCE) est en passe d'autoriser sous conditions le franchissement par le groupe français du seuil de 20% au capital de la banque italienne Banco BPM (+0,24%).
Pernod Ricard cède près de 1%, les analystes d'Exane BNP Paribas étant passés de "neutre" à "sous-performance" sur le groupe de spiritueux. Ils prévoient que 2026 marquera une nouvelle année de révision à la baisse du consensus sur les entreprises européennes du secteur, jugeant les attentes sur les ventes à périmètre comparable trop optimistes.
Le reste de l'actualité des entreprises est dominée lundi par des projets de changement de direction. Heineken perd 1,57% alors que le brasseur a annoncé le départ de son PDG, Dolf van den Brink, le 31 mai après près de six ans à la tête de l'entreprise.
Le propriétaire et exploitant de parcs commerciaux au Royaume-Uni British Land cède 2,37%, son PDG, Simon Carter, étant également sur le départ pour prendre la direction de la société immobilière spécialisée dans la logistique P3 Logistics Parks.
WH Smith, qui travaille selon Sky News, sur un plan visant à trouver un nouveau président en mesure de remplacer Annette Court d'ici environ 18 mois, abandonne 1,16%.

BOURSE ZURICH

Hébétée à l'issue d'un week-end mouvementé

La Bourse suisse optait pour la prudence dans les premiers échanges lundi, au sortir d'une fin de semaine marquée notamment par d'intenses violences en Iran et la menace d'une intervention américaine au pays des mollahs, ainsi que par l'inattendue tournure juridique qu'a pris l'affrontement sur les taux entre la Réserve fédérale et la Maison Blanche.
Le président de la Fed, Jerome Powell, a annoncé dimanche que la banque centrale américaine était menacée de poursuites par le ministère de la Justice, s'ajoutant à de multiples pressions face à son refus de céder aux injonctions du président américain Donald Trump sur les taux d'intérêt.
Les métaux précieux prenaient dans ce contexte explosif l'ascenseur, tant l'or que l'argent inscrivant de nouvelles marques de référence à respectivement 4600,79 dollars l'once et 84,60 dollars l'once.
Alors que la saison des résultats démarre doucement cette semaine, avec mardi la publication des recettes de Sika et Lindt & Sprüngli, les investisseurs vont aussi surveiller les données conjoncturelles. Ils guetteront notamment mardi l'inflation (CPI) aux Etats-Unis en décembre et mercredi l'indice des prix à la production (PPI) en novembre, ainsi que le Livre Beige de la Fed.
A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) cédait 0,16% à 13'399,90 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,09% à 2173,41 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,09% également à 18'486,49 points. Une moitié des trente valeurs vedettes reculaient, quatorze progressaient et le logisticien Kühne+Nagel hésitait encore sur le cap à adopter.
Le géant de la souris Logitech (-1,9%) héritait de la lanterne rouge provisoire, quand Lonza (+2,2%) prenait les commandes de la course. Le façonneur de médicaments était soutenu par un relèvement de son objectif de cours de la part de Goldman Sachs.
Le paquebot alimentaire Nestlé (+0,5%) modérait le recul d'ensemble, à l'inverse des autres poids lourds Roche (-0,5%), UBS et Novartis (-0,7% chacun).
Sur le marché élargi, le transformateur cacaotier Barry Callebaut (-1,6) faisait pale figure, après une dégradation de sa recommandation à la vente par Deutsche Bank.
Le prestataire de services et conseils informatiques SoftwareOne décrochait de 10%, lesté par un rabotage d'un cran à "underweight" effectué par Morgan Stanley.
Le laboratoire Cosmo Pharmaceuticals (-0,6%) a publié des chiffres provisoires non audités pour l'ensemble de 2025. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 104 millions d'euros, dont 88 millions de ventes récurrentes.
La banque en ligne Swissquote (+2,5) partait dans la direction opposée, les investisseurs semblant rassurés par une recommandation à l'achat formulée par Research Partners.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Janvier 2026
Valeur : 14 Janvier 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.9774	129.9924
1	EUR	EURO	151.3197	151.3632
1	GBP	POUND STERLING	174.4663	174.5567
100	JPY	JAPANESE YEN	82.5096	82.5244
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6158	18.6204
1	CHF	SWISS FRANC	162.4108	162.5311
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.6707	93.7085
1	DKK	DANISH KRONE	20.2504	20.2547
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.0712	14.0758
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8959	12.9000
1	AED	UAE DIRHAM	35.3853	35.3933
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6597	34.6656
1	KWD	KUWAITI DINAR	425.1796	425.3678
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2080	44.6523
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1088	14.1104
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.9048	24.0273
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2667	3.2768
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6469	177.6469

BOURSE NEW YORK

Wall Street dans le vert malgré l'emploi

Les indices américains ont terminé la journée de vendredi en territoire positif.
La séance a été marquée par la publication du rapport mensuel sur l'emploi qui a révélé la création d'un peu moins de postes que prévu en décembre, ce qui ne devrait toutefois pas modifier l'attitude de la Réserve fédérale sur sa politique monétaire. Le Dow Jones a termine sur un gain de 0,48%, à 49 504,07 points, le Nasdaq Composite s'est apprécié de 0,82%, à 23 671,35 points, et de son côté, le S&P 500 a avancé de 0,65%, à 6 966,28 points.
Dans un communiqué de presse, Warner Bros Discovery (+2%, à 28,88 dollars) a annoncé que son conseil d'administration avait décidé, à l'unanimité, de conseiller aux actionnaires du groupe de rejeter l'offre de Paramount Skydance (-1,71%, à 12,06 dollars), telle que modifiée le 22 décembre dernier.
Le conseil d'administration considère que cette proposition n'est pas dans l'intérêt de WBD et de ses actionnaires, et qu'elle ne répond pas aux critères d'une "proposition supérieure" selon les termes de son accord de fusion avec Netflix (-1,18%, à 89,46 dollars).

Les chiffres économiques du jour

Les ouvertures de postes des entreprises américaines ont poursuivi leur décélération au mois de novembre, tout comme le rythme de leurs embauches, une tendance qui confirme le ralentissement du marché du travail à l'oeuvre aux Etats-Unis depuis l'an dernier. Le nombre des ouvertures de postes a atteint 7,146 millions contre 7,449 en octobre, montre le dernier rapport "JOLTS" (Job Openings and Labor Turnover Survey) du Département du Travail publié ce mercredi. A titre de comparaison, le consensus des économistes l'attendaient autour de 7,60 millions.
Aux Etats-Unis, en octobre, les commandes de biens durables, hors défense, se sont contractées de 1,5% comme prévu par les analystes. Au mois de septembre, elles avaient également reculé de 1,5%.
Au mois d'octobre, les commandes à l'industrie américaine se sont affaissées de 1,3%, là où elles étaient attendues en contraction de 1,1%.
En septembre, elles avaient connu une progression de 0,2%.
Aux Etats-Unis, l'enquête ADP sur l'emploi dans le secteur privé a révélé la création de 41000 postes en décembre. Les analystes tablaient sur 8000 créations de plus. En novembre, 32000 destructions d'emplois avaient été recensées lors de la publication de cet indicateur.

PÉTROLE VÉNÉZUÉLIEN

Le ton monte entre Trump et le patron d'Exxon

Le président américain veut pousser les majors à investir 100 milliards de dollars au Venezuela, et met la pression sur la major américaine. Les compagnies rechignent à s'engager dans un pays encore très instable.

Ira? Ira pas? Pour Darron Woods, le président exécutif d'Exxon, la réponse est non. Non à un nouvel investissement dans l'exploitation de pétrolière au Venezuela. Un affront pour Donald Trump qui demande instamment aux compagnies pétrolières américaines d'investir 100 milliards de dollars dans le pays.

«Nos actifs ont déjà été saisis deux fois là-bas et donc, vous pouvez imaginer que d'importants changements sont nécessaires par rapport à ce que nous avons vécu historiquement et à la situation actuelle avant qu'on y retourne une troisième fois», a expliqué Darren Woods. Une réponse qui n'a pas du tout plu à Donald Trump : «je n'ai pas aimé la réponse d'Exxon.... Je serai probablement tenté de mettre Exxon à l'écart. Je n'ai pas aimé leur réponse. Ils la jouent trop gentiment», a-t-il déclaré à la presse américaine lors d'un trajet dans son avion Air Force One dimanche.

Le ton est donné. Les rencontres entre Donald Trump et les patrons des majors américaines ne sont pas des consultations, mais plutôt des ordres de mission. La réticence des compagnies est néanmoins tout à fait

entendable. La situation au Venezuela est loi d'être stabilisée. Seul Chevron y dispose encore d'une licence américaine pour exploiter des hydrocarbures. Les autres entreprises occidentales se sont vues retirer leurs autorisations l'année dernière, par les États-Unis. Seuls les Chinois ont maintenu leur présence.

Une entreprise est néanmoins moins prête à répondre à l'appel, mais elle est française et fait figure de Petit Poucet. «Nous espérons un retour à la situation d'avant mai 2025 », confiait au Figaro dès lundi 5 janvier, Olivier de Langavant, PDG de Maurel & Prom. En fin connaisseur, il ajoutait que « les majors américaines ne sont peut-être pas pressées

ITALIE

Les investisseurs tournent la page du scandale immobilier

Le marché immobilier italien pourrait surpasser ceux des autres pays européens en 2026, porté par une stabilité politique et un assainissement réglementaire consécutif au scandale des permis de construire de Milan, renforçant la confiance des investisseurs, malgré des contraintes d'offre qui persistent.

Le groupe de recherche immobilière Scenari Immobiliari prévoit que les transactions sur le marché immobilier italien augmenteront de 8,4 % cette année, atteignant 175,8 milliards d'euros (205 milliards de dollars), le marché résidentiel représentant plus de 80 % du total.

Cela dépasserait la croissance de 7 % attendue en Espagne, 6,6 % au Royaume-Uni, 4,1 % en Allemagne et 3,2 % en France, selon Scenari Immobiliari.

Le scandale milanais, révélé en 2024 et portant sur l'accélération de l'octroi de permis pour des constructions de gratte-ciel, avait suscité la crainte d'une fuite des capitaux étrangers du secteur. Plus de 100 projets immobiliers dans la ville, le premier marché du pays, ont été gelés suite aux poursuites judiciaires.

Scenari Immobiliari avait averti il y a un an qu'un blocage prolongé risquait de coûter à Milan jusqu'à 38 milliards d'euros en investissements potentiels perdus sur une décennie, que ce soit directement dans l'immobilier ou via des retombées sur l'économie locale.

Cependant, une période rare de stabilité politique sous la première ministre Giorgia Meloni, au pouvoir depuis trois ans, contribue à rassurer les investisseurs.

Les transactions immobilières en Italie ont progressé de près de 7 % en 2025, faisant du pays le deuxième marché le plus dynamique d'Europe derrière l'Espagne, selon Scenari Immobiliari.

Davide Dalmiglio, directeur général et PDG de la filiale italienne du groupe britannique Savills, affirme que la fuite de capitaux redoutée ne s'est pas produite.

Les enquêtes "ont mis les investisseurs en alerte", entraînant un niveau de vigilance pré-acquisition "jamais vu en 25 ans", avec des due diligences bien plus approfondies, explique-t-il.

TERRES RARES

Tokyo veut finir la dépendance chinoise et exploiter ses fonds marins

C'est dimanche dernier (11 janvier 2026), au Japon, qu'une opération minière à 6 000 mètres de profondeur sous la mer a démarré.

Sachant que c'est une première mondiale à cette profondeur, le Chikyu, le navire chargé de l'opération, doit immerger un tuyau permettant à une machine située au bout de récupérer et de faire remonter des boues riches en métaux. Avec une première expédition d'essai, l'objectif est bien d'extraire des terres rares au large de l'île de Minamitorishima, au sud-est de l'archipel japonais.

Ces métaux dont la Chine possède la majorité des gisements sont nécessaires pour le matériel électronique. C'est justement pour s'affranchir de cette dépendance que Tokyo justifie cette opération.

Selon les spécialistes de l'environnement, cette pratique de l'extraction minière des grands fonds océaniques est très controversée en raison de son impact sur des écosystèmes méconnus et encore préservés.

ROYAUME UNI

Les employeurs britanniques signalent un ralentissement des embauches

Les employeurs britanniques signalent un ralentissement des embauches mais une hausse plus marquée des salaires en décembre

Le marché de l'emploi britannique s'est refroidi en décembre, mais les salaires d'embauche pour les postes permanents ont augmenté à un rythme plus soutenu, selon une enquête menée auprès des recruteurs qui sera analysée par la Banque d'Angleterre alors qu'elle envisage le moment opportun pour réduire à nouveau ses taux d'intérêt.

L'enquête mensuelle réalisée par la confédération professionnelle Recruitment and Employment Confederation (REC) et le cabinet comptable KPMG — publiée lundi — révèle que les embauches en décembre ont diminué pour le 39e mois consécutif, et ce, au rythme le plus prononcé depuis quatre mois.

Les employeurs ont indiqué que la hausse d'une taxe sur les salaires, décidée par la ministre des Finances Rachel Reeves dans son budget 2024, a contribué à leur prudence en matière d'embauche.

L'enquête du REC montre que les salaires moyens à l'embauche pour les travailleurs permanents ont enregistré leur plus forte progression depuis mai, les entreprises se disputant les candidats dotés de compétences recherchées, même si le rythme de la croissance salariale reste inférieur à sa moyenne de long terme.

« Le marché de l'emploi à la fin de 2025 signalait toujours la prudence. Après une longue période de pressions à la hausse sur les coûts et d'incertitude économique mondiale accrue, de nombreuses entreprises continuent de suspendre les embauches et s'adaptent en recourant à du personnel temporaire lorsque cela est possible », a déclaré Jon Holt, directeur général et associé principal Royaume-Uni chez KPMG.

Neil Carberry, directeur général du REC, a indiqué que la baisse des placements enregistrée en décembre pourrait n'être qu'une anomalie après une amélioration constatée au second semestre 2025.

Le REC et KPMG ont également indiqué : L'indicateur de placements de personnel permanent de l'enquête est tombé à 44,3, son plus bas niveau depuis août, contre 45,5 en novembre ;

Le recrutement de personnel temporaire a reculé à 47,6 contre 48,8, en partie en raison d'une confiance des entreprises affaiblie et de préoccupations concernant les coûts ;

La disponibilité de candidats pour les postes permanents a légèrement augmenté tandis que les offres d'emploi ont diminué ;

La Banque d'Angleterre a abaissé ses taux directeurs d'un quart de point à 3,75 % en décembre, et ses décideurs sont partagés entre ceux inquiets des pressions inflationnistes et ceux focalisés sur le ralentissement du marché du travail ; Les investisseurs anticipent une ou deux baisses supplémentaires de 25 points de base en 2026.

Les deepfakes AI publiés sur la crise au Vénézuela ne seraient qu'un avant-goût des fake news en 2026

La crise au Venezuela a phagocyté les réseaux sociaux depuis la capture de Nicolás Maduro. On peut voir des vidéos montrant des arrestations, des foules se rassembler dans les rues ou sur les places publiques. Bien sûr, ces publications ont été partagées et commentées. Pourtant, d'après les journalistes sur place, certaines scènes étaient de purs deepfakes, générés par l'IA.

Au lendemain des annonces de la capture de Nicolás Maduro par les États-Unis, les premières vidéos sont apparues. Arrestations dans les rues de Caracas, rassemblements de foules ou déclarations de ministres devant les bâtiments gouvernementaux, ces images et vidéos ont rapidement circulé sur X et TikTok, reprises et commentées par les utilisateurs. Sur place, les journalistes ont suivi les mêmes scènes et comparé les vidéos aux événements réels. C'est alors qu'ils ont constaté que plusieurs séquences étaient générées par l'IA. Un curieux mélange de scènes authentiques et de purs deepfakes, de quoi embrouiller le public qui a du mal à distinguer le vrai du faux. Pour certains experts interrogés par le Reuters Institute, ces contenus ne sont qu'un avant-goût de ce que pourrait devenir l'information en 2026, avec de plus en plus de contenus fabriqués et très crédibles se mêler aux événements réels.

Les deepfakes brouillent la perception de la crise au Venezuela

Publiée début janvier, une vidéo, que vous pouvez voir ci-dessous, montrait la réaction des habitants après la capture de Nicolás Maduro a été partagée sur X, Instagram et TikTok, avec des scènes de célébration et de foule au milieu des rues de Caracas.
Certaines images provenaient de journalistes présents et montraient des événements réels liés à la situation politique. D'autres contenus, analysés par des fact-checkers, se sont révélés être des deepfakes ou des visuels recyclés, avec des drapeaux mal formés ou des éléments incohérents qui n'appartenaient pas à la réalité du moment. NewsGuard a identifié plusieurs images et vidéos fabriquées ou mal attribuées, qui ont attiré des millions de vues en quelques heures. Des vidéos montrant des réactions populaires ont été qualifiées d'IA par PolitiFact, qui a repéré des incohérences visibles dans les drapeaux et les mouvements des personnes filmées.
Les utilisateurs ont partagé et commenté ces séquences sans marquage clair, car certaines semblaient crédibles au premier regard, avec des scènes de rues ou de rassemblements qui ressemblaient à des événements en cours.
Le public s'est donc retrouvé, à cause de cette accumulation de vidéos authentiques et de deepfakes, dans une grande confusion, tandis que les journalistes et les experts s'efforçaient de signaler chaque anomalie et de vérifier l'authenticité des scènes. La frontière entre information fiable et tromperie visuelle s'est estompée et la perception des utilisateurs qui éprouvent des difficultés à distinguer une publication réelle d'un deepfake a été brouillée.

Les deepfakes sur la crise au Venezuela sont-ils l'avenir de l'information en 2026 ?

La prolifération de deepfakes autour de la crise vénézuélienne montre combien l'information peut se fragmenter en quelques heures. Experts et journalistes constatent que le public confond régulièrement contenus authentiques et images générées par IA. Selon NBC News, cette confusion accélère l'érosion de la confiance dans les informations diffusées en ligne et fragilise la perception du réel.
Pour le Reuters Institute, l'expérience vénézuélienne préfigure un futur dans lequel les fake news se multiplieront avec encore plus de sophistication. Les deepfakes vidéo d'aujourd'hui sont un test grandeur nature pour les outils et méthodes de vérification qui devront s'adapter à un flux constant de contenus visuels fabriqués. L'institut souligne que les audiences continueront à être exposées à des contenus crédibles mais fabriqués, et que la frontière entre vérifié et falsifié se déplacera de plus en plus rapidement.
Même pour les professionnels, ce ne sera pas une mince affaire. L'IA permet de générer des vidéos ou images en quelques minutes, reproduire des scènes réalistes et exploitant la confiance visuelle des utilisateurs. Les plateformes sociales, incapables de filtrer toutes les manipulations à grande échelle, risquent de devenir des relais involontaires de désinformation. Le public, confronté à ce flot constant, devra sortir la loupe et faire preuve de bon sens sur les réseaux sociaux, et les équipes journalistiques devront renforcer leurs méthodes de fact-checking pour ne pas être dépassées.

Dark Web : au-delà des stéréotypes, 7 sites onion utiles à découvrir en 2026

Marché noir fantasmé, arnaques bien réelles, mais aussi refuges pour journalistes, militants et internautes qui tiennent à leur vie privée. Le Dark Web traîne une réputation de dépotoir numérique qu'il n'a pas volée, tout en jouant un rôle bien plus nuancé dans l'écosystème du web.
On vous aide à comprendre ce qui se cache derrière les adresses en .onion pour savoir où cliquer sans vous brûler les ailes.
Oui, on trouve du très problématique sur le Dark Web. On y croise des arnaques, des copies de sites faites pour piéger les internautes, des contenus malveillants, et des activités clairement criminelles. Mais réduire les services onion à un grand supermarché du pire, c'est aussi passer à côté de ce qu'ils apportent quand on parle de vie privée, de censure, ou simplement d'accès à l'information dans des contextes tendus, quand le web classique est jugé fragile, filtré ou trop exposé. Des médias, des ONG et même des institutions ont publié des versions onion officielles, et ce n'est pas pour faire joli.

Les règles de base qui évitent 90% des mauvaises surprises

Avant même de retenir des noms, il faut une grille de lecture. Sur des réseaux comme Tor, la plupart des ennuis ne résultent pas d'attaques ultra-sophistiquées, mais proviennent d'une erreur bête et classique, à savoir tomber sur un site malveillant parce qu'on a récupéré la mauvaise adresse sur un forum ou un annuaire douteux. Dans le meilleur des cas, vous perdez dix minutes sur une adresse morte. Dans le pire, vous atterrissez sur un clone conçu pour voler vos identifiants ou vous pousser à télécharger un malware.
Si l'on insiste sur ce point, c'est parce que ce genre de faux pas est fréquent.
Les adresses .onion sont longues, peu lisibles, difficiles à contrôler d'un coup d'œil, si bien qu'un seul caractère altéré peut techniquement vous envoyer vers un autre service. C'est d'ailleurs ce qui rend les faux miroirs si efficaces.
Un premier indice permet déjà d'écarter une partie des liens suspects.
Les anciennes adresses onion, qui ne comptaient que 16 caractères, ont été dépréciées puis désactivées dans Tor. Si vous tombez sur ce format, ce n'est pas un bon signe. La norme désormais, ce sont les adresses à 56 caractères.
Deuxième règle, une adresse onion se récupère à la source, nulle part ailleurs. Un média, un service en ligne, une ONG, une institution, n'importe quel acteur qui publie une version onion sérieuse l'affiche quelque part chez lui, sur son site officiel.
C'est ce lien-là qu'il faut utiliser, pas celui qui a déjà été copié et recopié sans contexte.
Enfin, Tor peut parfois vous éviter la chasse aux liens grâce à sa fonction Onion Location. Un site en HTTPS annonce sa version onion via un entête dédié, et Tor Browser affiche une indication du type « Adresse onion disponible » qui permet de basculer vers la version officielle du service en un clic. C'est l'un des rares raccourcis fiables, puisqu'il repose sur une déclaration côté site, pas sur un lien recopié au petit bonheur la chance.

Pourquoi utiliser des services onion quand on n'est pas cybercriminel

C'est ici que le sujet devient plus intéressant que sa légende. Le Dark Web attire des usages criminels, évidemment, mais un service onion n'est pas seulement un endroit où l'on cherche à se faire oublier. Quand le web classique se durcit sous l'effet de la censure, des blocages, des attaques ou d'une surveillance plus intrusive, une adresse en .onion sert d'accès alternatif plus difficile à neutraliser proprement, et offre au passage une forme de confidentialité poussée pour celles et ceux qui souhaitent consulter un média, une ressource ou un service sans semer trop d'indices concernant leurs habitudes de navigation.
Sur le plan de la sécurité, ces adresses apportent aussi une forme de preuve d'authenticité. Sur le web classique, l'imitation est facile. Un domaine malveillant qui ressemble au bon, et l'internaute tombe dans le panneau.
À l'inverse, le caractère illisible des URL onion peut justement limiter le risque de confusion avec un faux service, parce que l'adresse est dérivée de la clé publique du service et fait office d'identifiant cryptographique.
Ce gage d'authenticité vaut d'autant plus quand l'exposition n'est plus seulement une gêne, mais un risque.
Les plateformes de signalement et de dépôt sécurisé, utilisées par des rédactions d'investigation ou des ONG spécialisées, s'appuient sur Tor et des adresses onion officielles pour permettre l'envoi de documents sensibles en limitant les traces techniques côté source, tandis que l'organisation qui reçoit rattache ce service à des procédures strictes (séparation des accès, chiffrement, vérifications), l'adresse constituant le premier maillon de la chaîne de confiance.

Les adresses onion officielles à garder sous le coude en 2026

L'idée n'est pas ici de dresser une liste interminable d'adresses onion, encore moins de vous pousser à explorer au hasard, mais de vous donner quelques repères fiables, publiés par les acteurs concernés, et faciles à recouper sur une source officielle avant de cliquer.

DuckDuckGo
DuckDuckGo est le moteur de recherche par défaut de Tor. Utile pour retrouver une page d'aide, une doc, ou une ressource sans repasser par le web classique.

SecureDrop
SecureDrop est une plateforme de dépôt sécurisé utilisée par des rédactions et des ONG pour recevoir des documents sensibles via Tor, en limitant les traces techniques côté source et en s'appuyant sur des procédures internes strictes pour protéger les échanges.

ProPublica
ProPublica est un média d'investigation à but non lucratif basé aux États-Unis, connu pour ses enquêtes d'intérêt public menées en partenariat avec de grands titres de presse (CNN, New York Times, Washington Post, Huffington Post, etc.), qui publie une version onion officielle de son site afin de rester accessible dans des contextes de censure ou de surveillance.

Mediapart
Mediapart, connu pour ses enquêtes au long cours sur la vie politique, publie une version onion officielle de son site afin de garantir l'accès à ses articles et à ses révélations dans des contextes de censure, de blocage ou de surveillance.

CIA
Oui, pour le clin d'œil, mais aussi parce que c'est une bonne piqûre de rappel. Des institutions comme la CIA publient aussi des adresses onion officielles pour proposer un canal d'accès alternatif.

Facebook
Facebook a explicitement conçu ce service pour que les utilisateurs de Tor puissent se connecter à son réseau social sans perdre les protections cryptographiques du cloud Tor. Le site fournit un certificat HTTPS valable pour le domaine .onion, ce qui permet de vérifier que vous êtes bien connecté au vrai Facebook et pas à une copie.

Tor Project
Pratique pour vérifier des informations officielles sur Tor et ses évolutions, notamment quand il s'agit d'adresses et de bonnes pratiques.

NOUVEAUTÉS 2026 : SUV FAMILIAUX

Des nouveautés à foison, il y a de quoi se perdre

2e partie et fin

Investissement des constructeurs dans la catégorie des SUV familiaux. Au point que c'est là, que les nouveautés sont les plus nombreuses. Avec le nouveau DS N° 7 et l'inédit Renault Filante, les marques françaises s'activent, mais doivent faire face aux Mercedes « Baby » G, Jeep Recon, BYD Atto 8, Porsche Cayenne Electric, d'une concurrence toujours plus vive.

JUIN

BMW X5 et BMW iX5 (Thermique & Électrique)
Lancement en plusieurs temps pour la nouvelle génération du BMW X5. Tout d'abord, le modèle thermique BMW X5 et l'inédit modèle 100 % électrique, puis en 2028. Oui, oui, en 2028, la version à hydrogène iX5 Hydrogen, un modèle dont la pile à combustible nouvelle génération est développée avec Toyota. Tous ces modèles, à l'image du BMW iX5 Hydrogen présenté camouflé par BMW, auront une silhouette musclée et une face avant d'inspiration « Neue Klasse ». En revanche, les BMW X5 et iX5 ne devraient pas disposer de la plateforme Neue Klasse, mais d'une plateforme CLAR (utilisée par l'actuelle génération) qui pourrait recevoir quelques améliorations.

Mazda CX-6e (Électrique & Électrique/Thermique)
Le Mazda EZ-60 a été dévoilé au Salon de Shanghai en avril dernier et il se nommera Mazda CX-6e chez nous. Ce qui a frappé en premier lieu c'est son écran central géant de 26,5 pouces ! Voilà de quoi bien voir toutes les fonctions intégrées et le multimédia. Utilisant la même technologie que la berline Mazda 6e, le SUV dispose d'une motorisation de 258 ch et une batterie de 77,9 kWh, lui autorisant selon les normes chinoises (moins contraignantes que la WLTP) une autonomie de 600 km. Mazda propose également une version avec un prolongateur d'autonomie. Il s'agit d'un petit moteur essence de 95 ch qui recharge une batterie de 31,7 kWh capable de parcourir 200 km avant de solliciter la motorisation thermique.

JUILLET

Audi Q7 et Q9 (Thermique)
La nouvelle génération de l'Audi Q7 ne marquera pas de rupture avec le modèle actuel.
Et si Audi a présenté le concept C, censé définir le nouvel axe de design de la marque aux anneaux, l'Audi Q7 ne s'en inspirera pas.
Il devrait être plus proche du style de l'Audi Q6 thermique avec des proportions en hausse.
Toujours disponible en version 7 places, ce modèle qui existera aussi en version Audi SQ7 (peut-être avec un V8 ?) reprendra la plateforme PPC Audi qu'utilisent déjà les Audi A5, A6 et Q5 thermiques.
Dans la catégorie des SUV « très » familiaux, l'Audi Q7 ne restera pas solitaire longtemps, puisqu'Audi prévoit un SUV Audi Q9 plus grand et doté de sept places assises qui arrivera quelques semaines après la première apparition de la nouvelle génération d'Audi Q7.

Toyota Rav4 (Thermique)
Nouveau look et modernisation à tous les étages pour ce modèle qui reprend la plateforme TNGA de l'actuelle génération et sera proposé en hybride simple 183 ch (traction) et 191 ch (4x4) ou PHEV avec deux roues motrices (ce qui est une nouveauté) de 268 ch et 304 ch (4x4). Pour les modèles PHEV, il s'agit d'un système hybride rechargeable de dernière génération avec une batterie plus grosse (22,7 kWh au lieu de 18,1 kWh) qui permettra une hausse de l'autonomie électrique qui passe de 75 à 100 km. Les accélérations sont, selon le constructeur, plus toniques avec cette nouvelle motorisation. Le chargeur est désormais de 50 kW ce qui permet une recharge de 10 à 80 % en 30 minutes.
Le RAV4 de sixième génération (la première date de 1994) inaugure un nouvel écran multimédia de 12,9 pouces (10,5 pouces auparavant) qui utilise une nouvelle plateforme logicielle (Toyota Arene) et un inédit système multimédia dont la prise en main et l'ergonomie progressent par rapport à la précédente génération.

AOÛT

DS N° 7 (Thermique & Électrique)
DS Automobiles a dévoilé il y a peu de temps une vidéo d'un modèle représentant la nouvelle génération de son DS 7 qui se nomme désormais DS N° 7. Si les illustrations fournies (qui sont de mauvaise qualité) montrent encore un modèle camouflé, elle prouve que la face avant du modèle va être plus imposante qu'aujourd'hui. Ce modèle devra beaucoup au DS N° 8 puisqu'il reprend la même plateforme STLA Medium et devrait aussi puiser dans ses motorisations électriques.
Ainsi les trois motorisations électriques du DS N° 8 seront proposées (de 230 ch à 350 ch en deux ou quatre roues motrices). Pour l'offre thermique (dont le DS N° 8 est privé pour le moment) ce sera un bloc MHEV de 145 ch et une motorisation PHEV de 195 ch. Ce modèle devrait afficher 4,70 m de long et sera produit à Melfi en Italie.

SEPTEMBRE

MG S9 PHEV (Thermique)
C'est sur le site Euro NCAP que l'on découvre le nouveau modèle de chez MG (avec une très petite photo de basse qualité), le MG S9 PHEV, car ce grand SUV de 4,90 m de long a obtenu cinq étoiles au crash-test Euro NCAP. Voilà qui est de bon augure pour ce modèle qui comme son nom l'indique utilise une motorisation hybride rechargeable pour se déplacer. On attendra quelques jours pour en savoir plus et savoir si ce modèle peut transporter cinq ou sept personnes, car il devrait être présenté rapidement avant une arrivée en concession qui pourrait être effective vers la fin de l'été.

OCTOBRE

Mercedes Baby G (Thermique & Électrique)
Petit frère du Mercedes Classe G, le futur Mercedes Baby G (un patronyme officieux) reprendra le design du Mercedes Classe G, mais en mesurant quelques centimètres de moins (il devrait être de la taille d'un Mercedes GLB). Ce modèle se différenciera principalement du Mercedes Classe G par l'utilisation d'une base moderne (on pense à la plateforme MMA de la Mercedes CLA) au lieu d'un châssis échelle. Ce modèle sera disponible avec des motorisations électriques et thermiques, mais il est encore trop tôt pour savoir lesquelles. Quoi qu'il en soit, ce modèle devrait être comme son grand frère un vrai tout-terrain avec une garde au sol élevée et des angles d'attaque et de chasse lui permettant d'être à l'aise sur un terrain défoncé.

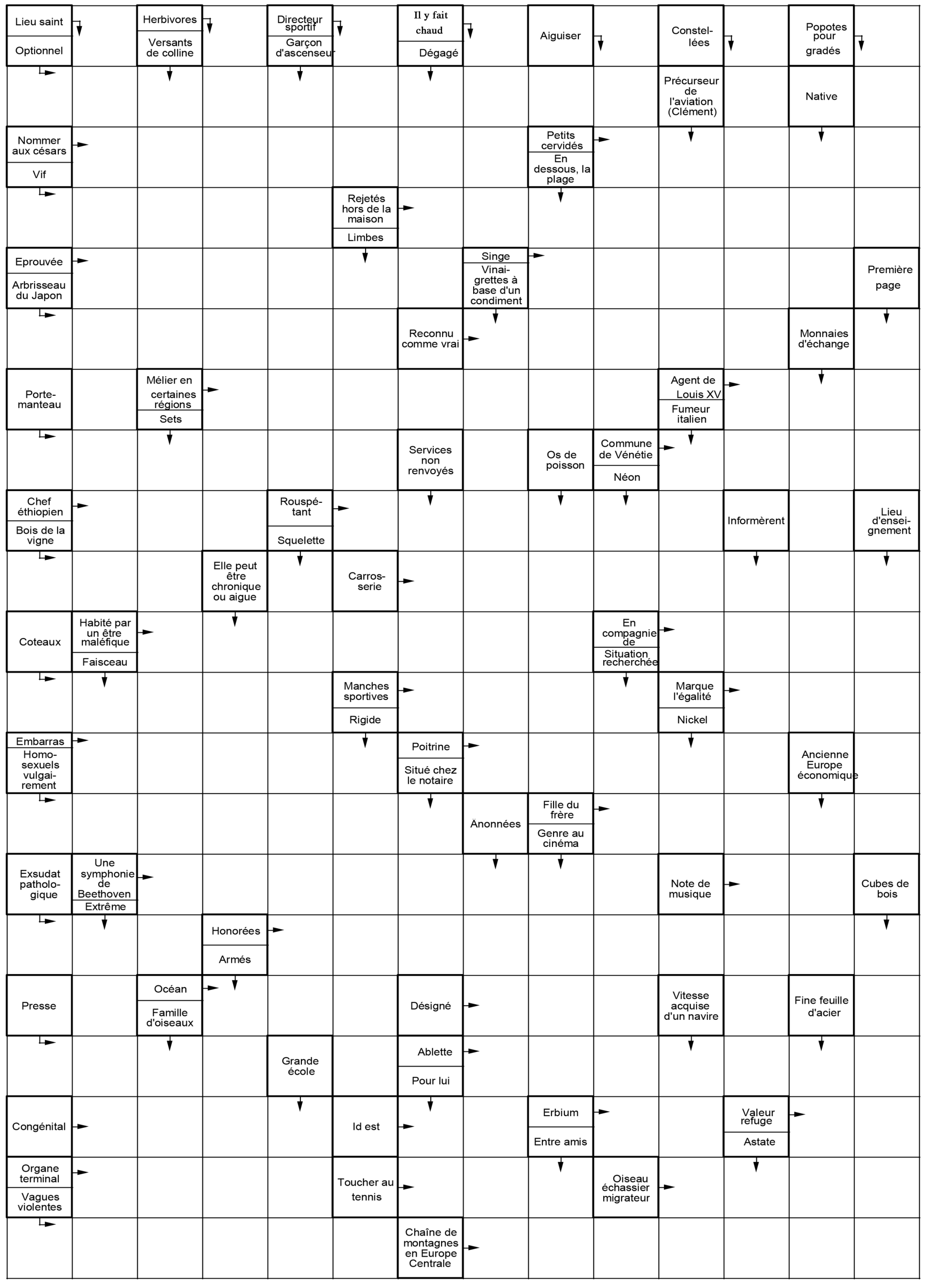
NOVEMBRE

Alfa Romeo Stelvio (Thermique + Électrique)
Le futur Alfa Romeo Stelvio a pris un peu de retard, la marque décidant de produire le modèle actuel jusqu'en 2027, il est fort probable que la marque italienne nous propose un aperçu, peut-être sous la forme d'un concept-car, de la nouvelle génération du Stelvio afin de nous faire patienter. C'est un modèle d'importance pour la marque, car ce sera l'un des fers de lance avec la nouvelle Alfa Romeo Giulia qui a également pris du retard. C'est qu'au départ ces modèles devaient n'être proposés qu'en 100 % électrique. Mais les ventes d'électriques n'étant pas aussi importantes que prévues, Alfa Romeo a été contraint de revoir sa copie en intégrant des motorisations hybrides, ce qui a pris un peu de temps. Basé sur la plateforme STLA Large, ce modèle utilisera donc des motorisations électriques performantes, mais aussi des blocs thermiques hybrides : MHEV et PHEV.

DÉCEMBRE

BMW iX4 (Électrique)
Préfiguré par le concept-car Skoda Vision 7S, le futur grand SUV électrique de la marque tchèque devrait parler de lui lors de sa présentation en fin d'année pour une commercialisation en 2027. Nouveau porte-drapeau de la marque, ce modèle reprendra le style « Modern Solid » que va inaugurer le SUV urbain électrique Skoda Epiq. Ce grand SUV pourrait se nommer Space et il disposera d'une grosse batterie et affichera 600 km d'autonomie. De plus, il pourra transporter sept personnes dans son habitacle qui se promet d'être spacieux

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 13 janvier 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le baril de Brent à 63 dollars

Les prix du pétrole ont légèrement baissé lundi, impactés modérément par une multitude de facteurs géopolitiques. Avant midi, les contrats à terme sur le Brent ont perdu 31 centimes, soit 0,5 %, à 63,03 dollars le baril, tandis que le brut américain West Texas Intermediate s'établissait à 58,76 dollars le baril, en baisse de 36 centimes, soit 0,6 %. Les deux indices de référence ont progressé de plus de 3 % la semaine dernière.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les menaces contre la Fed propulsent l'or et l'argent au sommet

Les métaux précieux enregistrent lundi de nouveau records, dopés par la montée des tensions géopolitiques et les menaces de poursuites contre la Fed pour fraude par le ministère de la Justice américain.
L'once d'or a bondi de 1,4 % à 4.572,36 dollars l'once. Le métal précieux avait atteint un sommet historique de 4.600,33 dollars plus tôt dans la journée.
Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en février ont progressé de 1,8 % à 4.583,20 dollars.
Le président de la Fed Jerome Powell a annoncé dimanche dans un communiqué, que la banque centrale américaine avait reçu une convocation de la part du ministère de la Justice. Elle s'inscrit dans le climat de pressions exercé par le président américain Donald Trump sur l'institution, afin de la pousser à abaisser plus fortement ses taux, alors que l'inflation reste toujours au-dessus de sa cible de 2%. Le président américain a accusé la Fed de ne pas avoir respecté le budget prévu pour la rénovation de son siège à Washington, estimant qu'il pouvait y avoir des cas de fraude, et avançant un coût total de 3,1 milliards de dollars, contre 2,7 milliards prévus initialement, un chiffre que Jerome Powell dément.
L'argent au comptant a grimpé de 5,4 % à 83,26 dollars l'once après avoir atteint un record absolu de 84,58 dollars plus tôt dans la journée.
Le platine au comptant a progressé de 3,5 % à 2.351,25 dollars l'once, après avoir atteint un sommet historique de 2.478,50 dollars le 29 décembre. Le palladium a gagné 2,8 % à 1 865,50 dollars l'once.

MAROC

Le trafic de drogue, partie intégrante d'une économie parallèle du Makhzen et menace pour la communauté internationale

Un rapport publié lundi par le site "N'oubliez pas le Sahara occidental" a mis en évidence la poursuite à grande échelle du trafic de drogue lié au Maroc, affirmant que ce phénomène ne relève plus d'une simple criminalité marginale, mais constitue désormais une composante d'une économie parallèle profondément enracinée, qui menace la communauté internationale. Intitulé "Trafic de drogue : la dimension stratégique d'une économie marocaine parallèle", le rapport souligne que la production de cannabis au Maroc s'est développée au fil des décennies pour atteindre un niveau industriel, bénéficiant d'une tolérance institutionnelle persistante, permettant aux réseaux de trafic d'opérer de manière organisée et de générer des profits considérables en l'absence de tout contrôle financier ou institutionnel. Le phénomène ne se limite pas au marché intérieur, précise la source, l'Europe étant devenue une destination majeure de ces flux. Le rapport relève une escalade de la violence liée aux gangs armés étrangers dans plusieurs pays européens, illustrant la dimension internationale de cette criminalité transfrontalière de grande ampleur, désormais érigée en enjeu sécuritaire et judiciaire nécessitant une mobilisation internationale globale.
Le document affirme que les revenus issus du trafic ne servent pas uniquement à soutenir les réseaux criminels, mais sont également utilisés pour la négociation, le chantage, ainsi que le financement de groupes de pression et d'activités illégales, élargissant le champ de l'économie parallèle et la transformant en outil stratégique du système du Makhzen. Il ajoute que la poursuite et l'extension des activités illégales, professionnalisées au fil des générations, les font passer d'un simple dysfonctionnement du système à une source de corruption financière généralisée, menaçant la stabilité des pays voisins, notamment en Afrique du Nord, au Sahel et en Europe, et alimentant les tensions sociales et sécuritaires.
Selon le rapport, le Maroc ne s'est pas contenté de produire du cannabis localement, mais est devenu un centre logistique majeur du trafic international, s'appuyant sur un réseau de routes clandestines incluant l'acheminement de quantités de cocaïne, en plus de la résine de cannabis, vers les marchés européens et africains. Ces itinéraires comprennent des embarcations de contrebande équipées, des routes terrestres à travers les zones désertiques, des hélicoptères traversant le détroit de Gibraltar et, dans des cas documentés, des tunnels reliant le Maroc à Ceuta.
Le document précise que ces infrastructures ne relèvent pas d'initiatives improvisées, mais traduisent une coordination méthodique et des capacités techniques avérées, plaçant la responsabilité non seulement sur les réseaux de trafic, mais aussi sur les parties complices censées assurer la surveillance des frontières et le respect des lois internationales.
Il qualifie le trafic de drogue lié au Maroc de composante d'une géopolitique non conventionnelle, comparable, par ses effets, à l'instrumentalisation de la migration comme outil de chantage et de négociation pour obtenir un soutien par la pression en vue de légitimer l'occupation du Sahara occidental, soulignant que nier cette dimension constituerait une erreur grave.
Le rapport conclut que l'implication du Maroc dans le trafic de drogue et l'inondation de nombreux pays par ces substances toxiques ne relèvent plus d'une simple activité criminelle, mais sont devenues un moteur silencieux d'une économie informelle exploitant la faiblesse des institutions et un effondrement structurel du système du Makhzen, où frontières et ports se transforment en couloirs ouverts à la contrebande, les marchés locaux en espaces de blanchiment d'argent, et la société civile en victime directe des effets d'une violence et d'une corruption endémiques, révélant une profonde crise institutionnelle.

SÉTIF

Saisie de 400 tonnes de produits subventionnés destinés à l'alimentation animale

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Sétif ont arrêté un individu et saisi 400 tonnes de produits subventionnés destinés à l'alimentation animale d'une valeur de plus d'un milliard 700 millions de centimes, a indiqué dimanche un communiqué de ce corps de sécurité.
"Les éléments du service de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale de Sétif ont traité une affaire de spéculation illicite sur des produits subventionnés (aliments pour bétail)", précise le communiqué, soulignant que cette opération a abouti à l'"arrestation d'un individu et à la saisie de 400 tonnes de produits subventionnées destinées à l'alimentation animale, dont la valeur globale dépasse 1,7 milliard de centimes".
L'opération a été menée sur la base d'"informations précises faisant état de la présence d'un individu dans la commune de Taya (Sétif), utilisant un entrepôt clandestin dédié à l'élevage du bétail pour stocker des aliments pour animaux, à savoir du son et des résidus de soja, à des fins de spéculation illicite". "Après parachèvement des procédures légales, il a été procédé à la perquisition de l'entrepôt clandestin où ont été découverts plus de 1.200 quintaux de son, 2.800 quintaux de résidus de soja de deux variétés, et 300 quintaux de sel d'origine inconnue", ajoute le communiqué.
L'enquête a révélé que "l'entrepôt n'est pas déclaré auprès des services du Commerce ou de l'Agriculture", poursuit le communiqué, précisant que "ces pratiques frauduleuses visent à monopoliser les produits d'alimentation animale en vue de multiplier les profits".
"Le mise en cause sera présentée devant les juridictions compétentes, dès parachèvement des procédures légales", conclut le communiqué.

TLEMCEN

Lancement de quatre projets à la zone industrielle d'Ouled Bendamou à Maghnia

La mise en œuvre de quatre projets d'investissement a récemment été lancée dans la zone industrielle d'Ouled Ben Damou, située dans la commune de Maghnia, selon les informations fournies par les services de la wilaya. Ces projets ont reçu l'approbation du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) de Tlemcen, permettant ainsi leur réalisation dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'acier et du fer, entre autres.
Les quatre projets occupent une superficie industrielle totale de 13 hectares et devraient créer environ 1 221 emplois.
La zone industrielle, entièrement raccordée aux réseaux de base, s'étend sur 103 hectares et comprend 78 parcelles, dont 74 destinées à l'investissement et 4 réservées aux équipements d'accompagnement. Par ailleurs, les travaux de raccordement de la zone industrielle d'El Aricha aux réseaux d'électricité et de gaz, ainsi que la construction d'une station de traitement des eaux, devraient démarrer prochainement. Ces infrastructures, dont le coût total dépasse 2 milliards de DA, constitueront une étape majeure pour le développement de l'investissement dans la wilaya.
Il est également attendu la publication prochaine d'un décret précisant les modalités de distribution des lots de terrain industriel, d'une superficie comprise entre 200 et 300 m2, au profit des artisans et porteurs de projets dans les zones d'activités de petite taille des communes de Maghnia, Sebdou et Remchi, a-t-on souligné.